



GIE Réseau des CERC

Cellules Economiques Régionales
de la Construction

**Tableau de bord
de conjoncture de la filière Construction**

GIE Réseau des CERC

Extrait avec comparaisons inter-régionales

Juillet 2014

Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Logements autorisés <i>Sur 12 mois à fin mai 2014 (évol 1 an)</i>	389 444 lgts	-20,7%	▼
Logements mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin mai 2014 (évol 1 an)</i>	312 066 lgts	-8,5%	▼
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	93 123 lgts	-19,6%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Sur 1 an à la fin du 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	87 888 lgts	-1,9%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Sur 12 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	39 585 milliers m²	-8,3%	▼
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 12 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	26 724 milliers m²	-1,6%	▼
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 12 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	44,7 milliards €	+1,4%	▲
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 12 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	30,8 milliards €	-7,6%	▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Moyenne 4 trimestres au 1° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,8 mois	-4,9%	▼
Production BPE * <i>De janvier à fin mai 2014 (évol 1 an) - en m³</i>	15 338 116 m³	+0,5%	=
Production Granulats * <i>De janvier à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	110 770 kt	+5,8%	▲
Consommation ciment * <i>De janvier à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	7 639 kt	-0,8%	=
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 12 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	138,7 milliards €	+41,5%	▲

(1) Les données de avril 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Les tendances les plus récentes ... sur 3 mois

Logements mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an)</i>	69 577 lgts	-19,7%	▼
Prix logements collectifs * <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an) - en €/m²</i>	3 852 €/m ²	-0,0%	=
Surface de locaux mis en chantier <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	5 951 milliers m ²	-18,2%	▼
Activité entretien-rénovation de logements en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	104,5	-1,0%	=
Activité entretien-rénovation de locaux en volume * <i>Au 3° trimestre 2013 (évol 1 an) - indice d'activité, T1 2004 = 100</i>	100,5	-1,0%	=
Travaux Publics réalisés * (1) <i>Sur 3 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	11,3 milliards €	+4,9%	▲
Marchés Travaux Publics conclus * (1) <i>Sur 3 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	7,7 milliards €	-2,4%	▼
Activité récente Travaux Publics * <i>Au cours du 1° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-18		▼
Production BPE * <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en m3</i>	9 829 434 m3	-3,4%	▼
Production Granulats * <i>Sur 3 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	86 900 kt	+3,3%	▲
Consommation Ciment * <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de tonnes</i>	4 934 kt	-4,3%	▼
Emplois salariés dans la Construction <i>A la fin du 4° trimestre 2013 (évol 1 an)</i>	1 437 661 sal.	-1,8%	▼
Intérimaires Bâtiment <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	80 669 ETP	-0,4%	=
Intérimaires Travaux Publics <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	26 658 ETP	+1,5%	▲
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics <i>A fin mars 2014 (évol 1 an)</i>	326 952 DEFM	+4,6%	▲

(1) Les données de avril 2014 sont provisoires.

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Conjoncture de la filière construction en France

Les tendances à venir ...

Logements autorisés <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an)</i>	94 155 lgts	-16,1%	▼
Mises en vente de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	19 760 lgts	-31,5%	▼
Réservations de logements (indiv. + coll.) * <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	20 148 lgts	-5,0%	▼
Encours de logements (indiv. + coll.) * <i>A la fin du 1° trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	101 322 lgts	-0,9%	=
Surface de locaux autorisés <i>Sur 3 mois à fin mai 2014 (évol 1 an) - en milliers de m²</i>	9 064 milliers m²	-9,9%	▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de logements * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-13		▼
Carnets de commandes entretien-rénovation de locaux * <i>Au cours du 3° trimestre 2013 (évol 1 trim.) - en solde d'opinion</i>	-8		▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Au 1° trimestre 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,8 mois	-0,6 mois	▼
Prévisions d'activité Travaux Publics * <i>Pour le 2° trimestre 2014 (évol 1 trimestre) - en solde d'opinion</i>	-14		▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Sur 3 mois à fin avril 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	29,3 milliards €	-7,3%	▼

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Le Bâtiment

Comparaisons inter-régionales

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

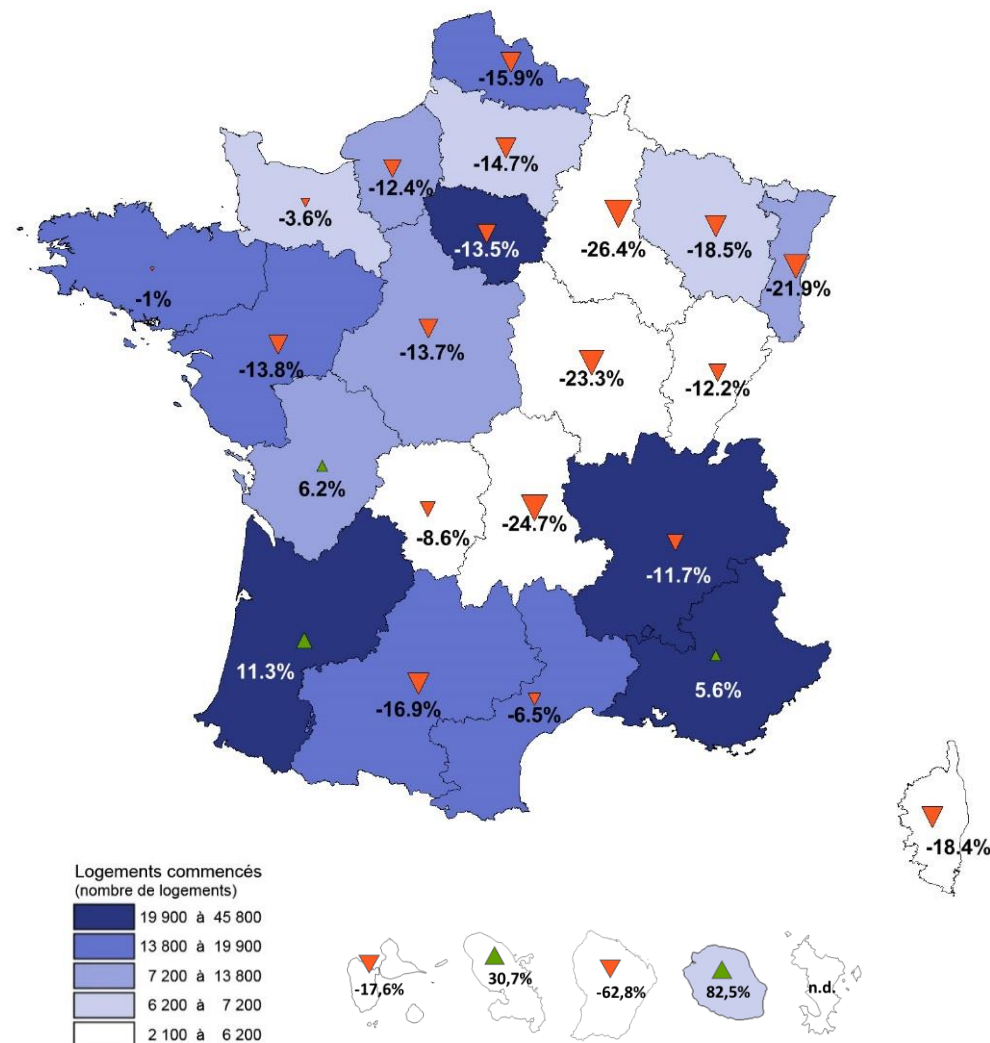
En France, baisse des mises en chantier de logements à fin mai 2014 :

La construction neuve de logements (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2014 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	389 444 lgts	-20,7%	▼
Total logements commencés	312 066 lgts	-8,5%	▼

Dans les régions :

Les mises en chantier de logements neufs baissent dans presque toutes les régions à fin mai 2014

Logements commencés
Sur 12 mois à fin mai 2014, évol. 1 an

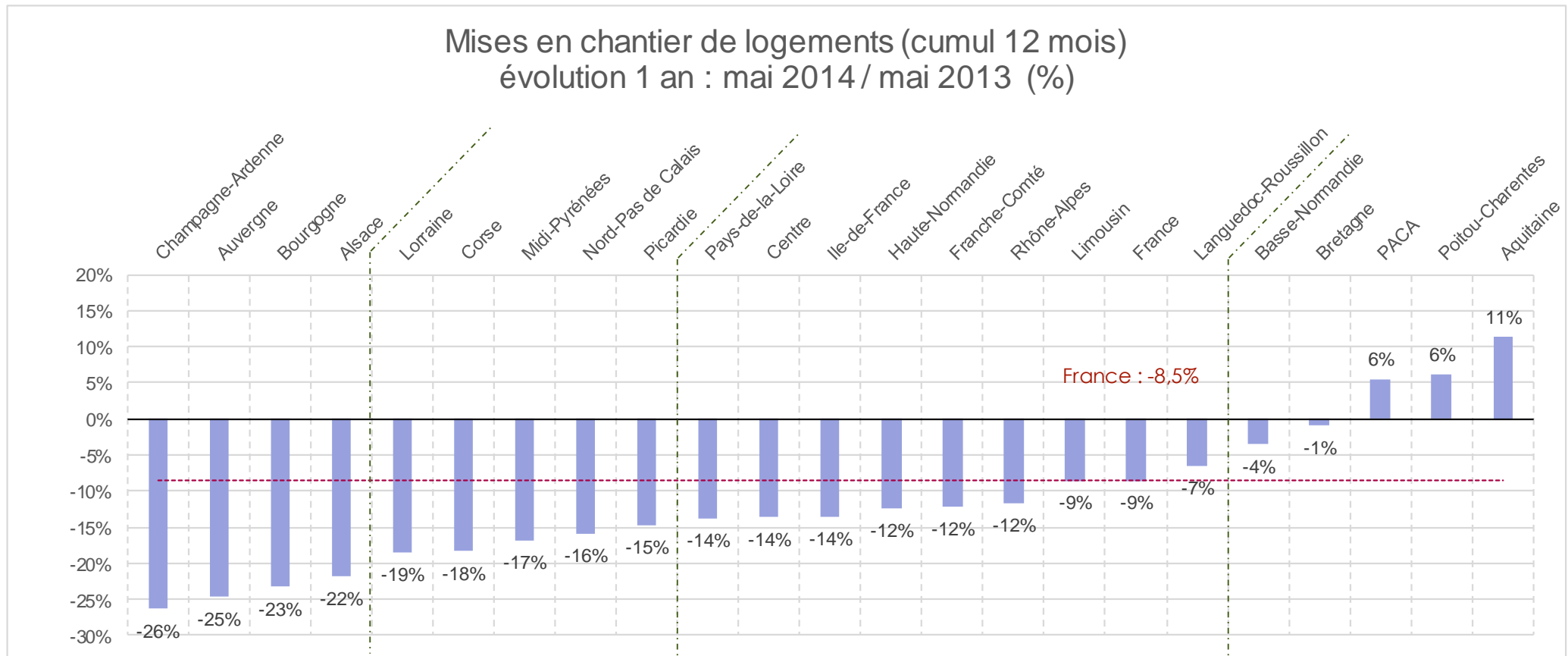


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

Nous observons quatre groupes de régions quant à l'évolution en 2013

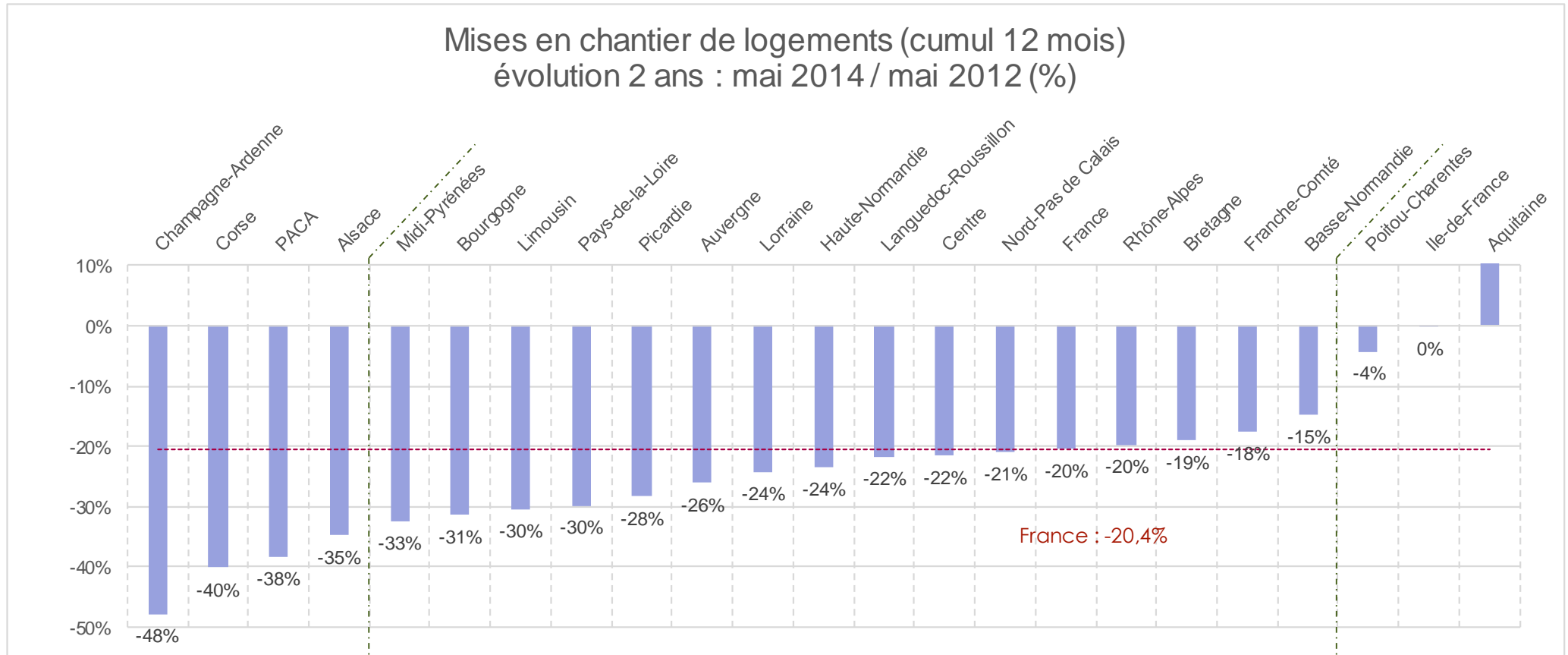


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

Nous retrouvons certaines de ces évolutions sur les deux dernières années



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

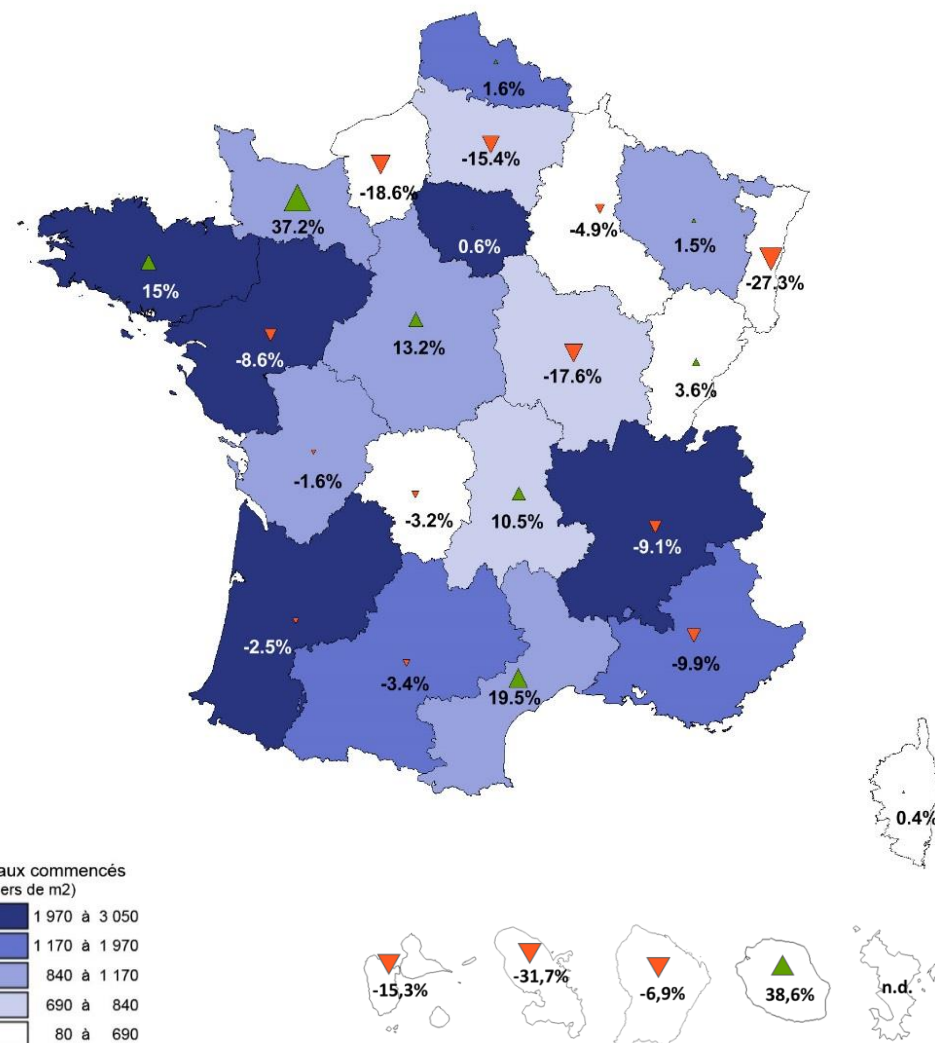
En France, léger recul des mises en chantier de locaux à fin mai 2014 :

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mai 2014 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	39 585 mill. m ²	-8,3%	▼
Total locaux commencés	26 724 mill. m ²	-1,6%	▼

Dans les régions :

Les mises en chantier de bâtiments non résidentiels baissent dans une majorité de régions à fin mai 2014.

Locaux commencés
Sur 12 mois à fin mai 2014, évol. 1 an

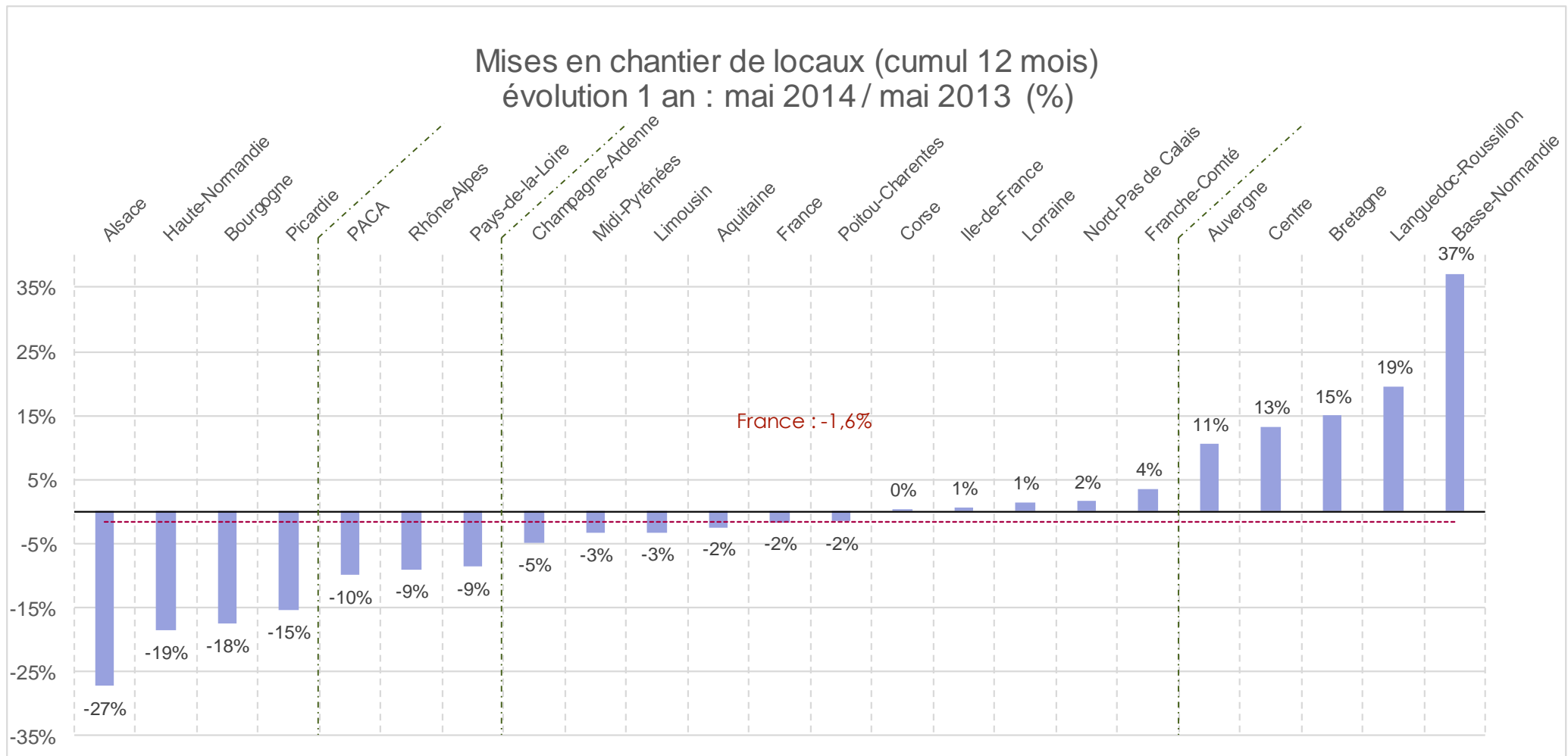


Source : Sit@del2 (données brutes)

Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

La moitié des régions ont des baisses plus importantes que la moyenne nationale

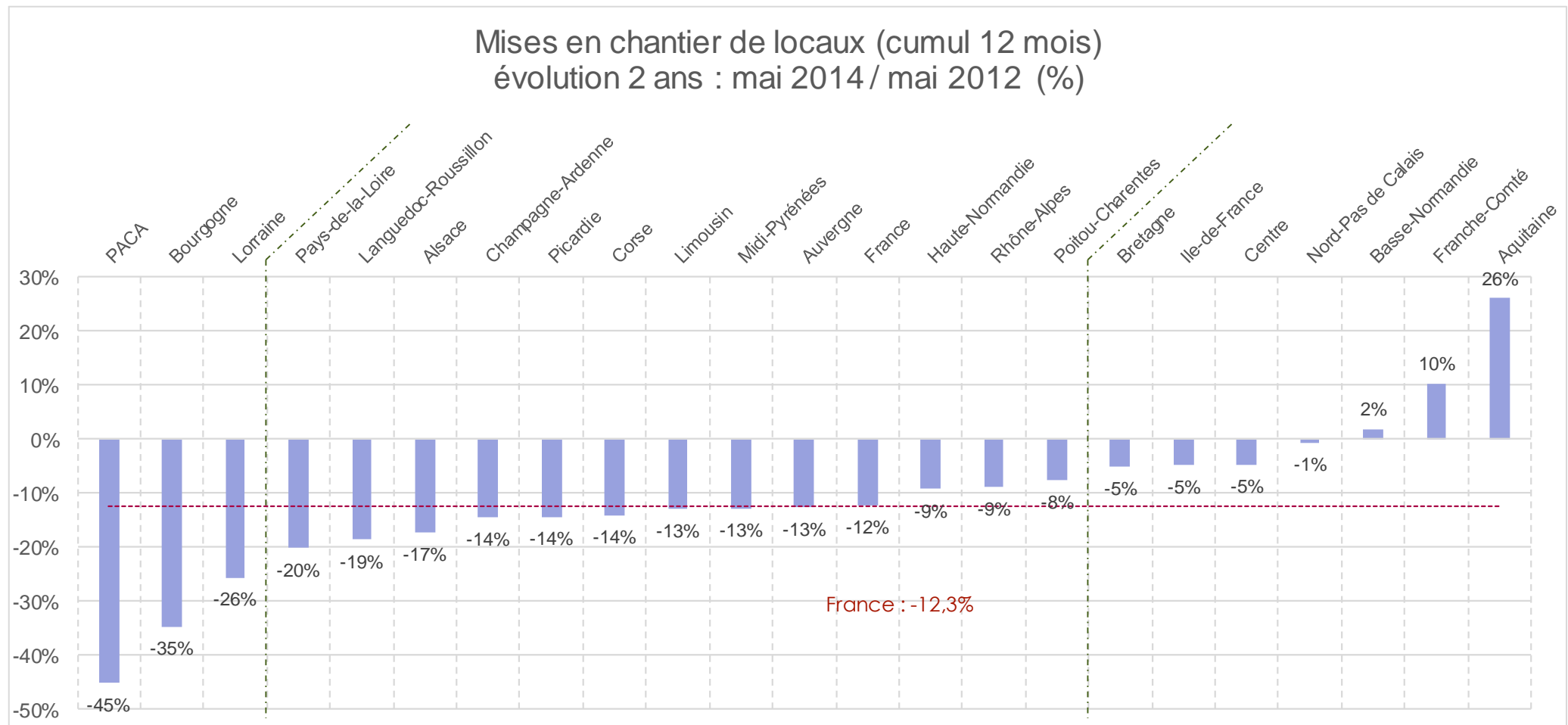


Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Le recul est plus marqué sur les deux dernières années



Note : Les données par date de prises en compte pour les régions Aquitaine, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur sont à analyser avec réserve.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

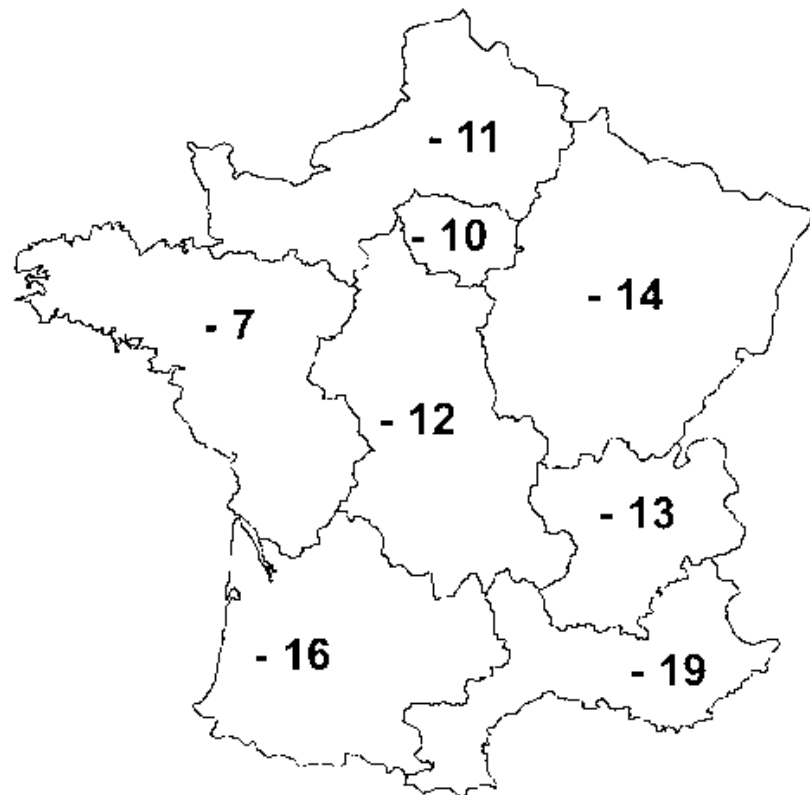
Comment évolue le marché de l'entretien-amélioration ?

France : L'activité d'entretien-rénovation est en baisse depuis fin 2011 ; une légère progression a été notée au 3^{ème} trimestre 2013.

Dans les régions : L'activité est moins dégradée dans les régions de l'ouest, plus en repli dans celles du sud

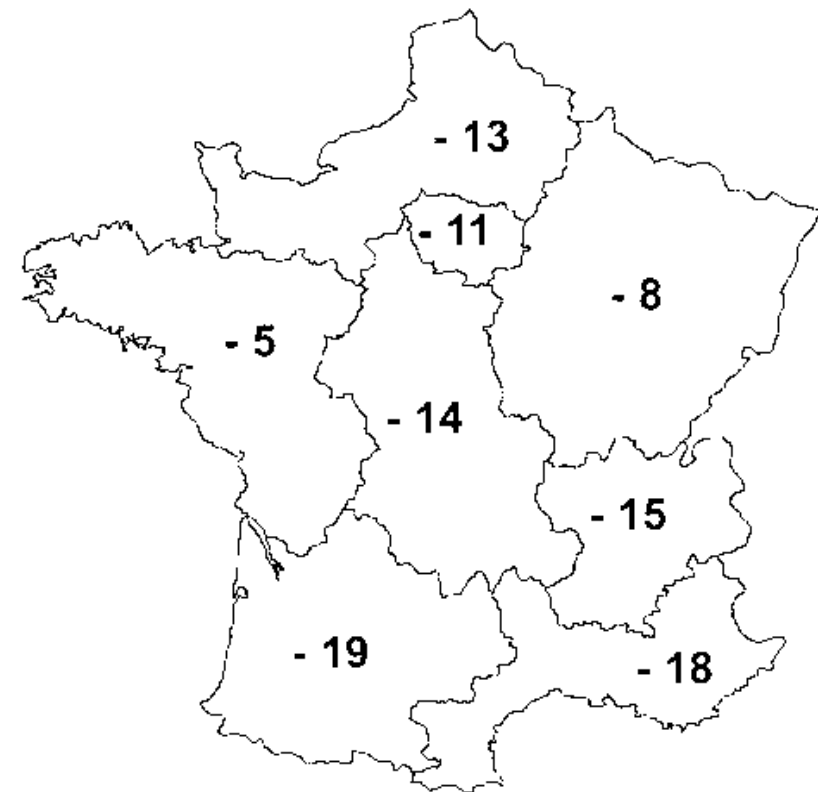
Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises
sur l'activité entretien-rénovation de logements
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Evolution de l'opinion des chefs d'entreprises
sur l'activité entretien-rénovation du non résidentiel
3^{ème} trimestre 2013, evol. 1 an - solde d'opinion

France : -12



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

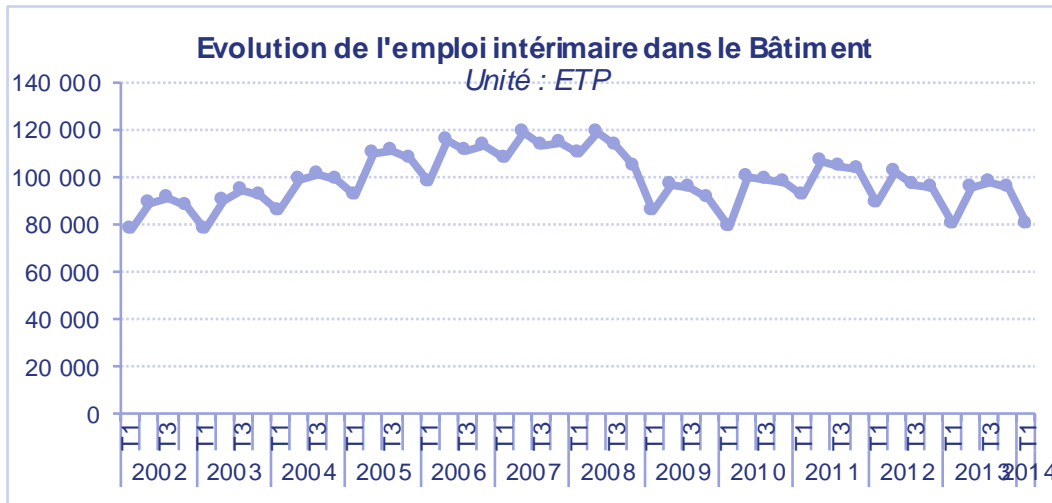
Source : MEDDE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

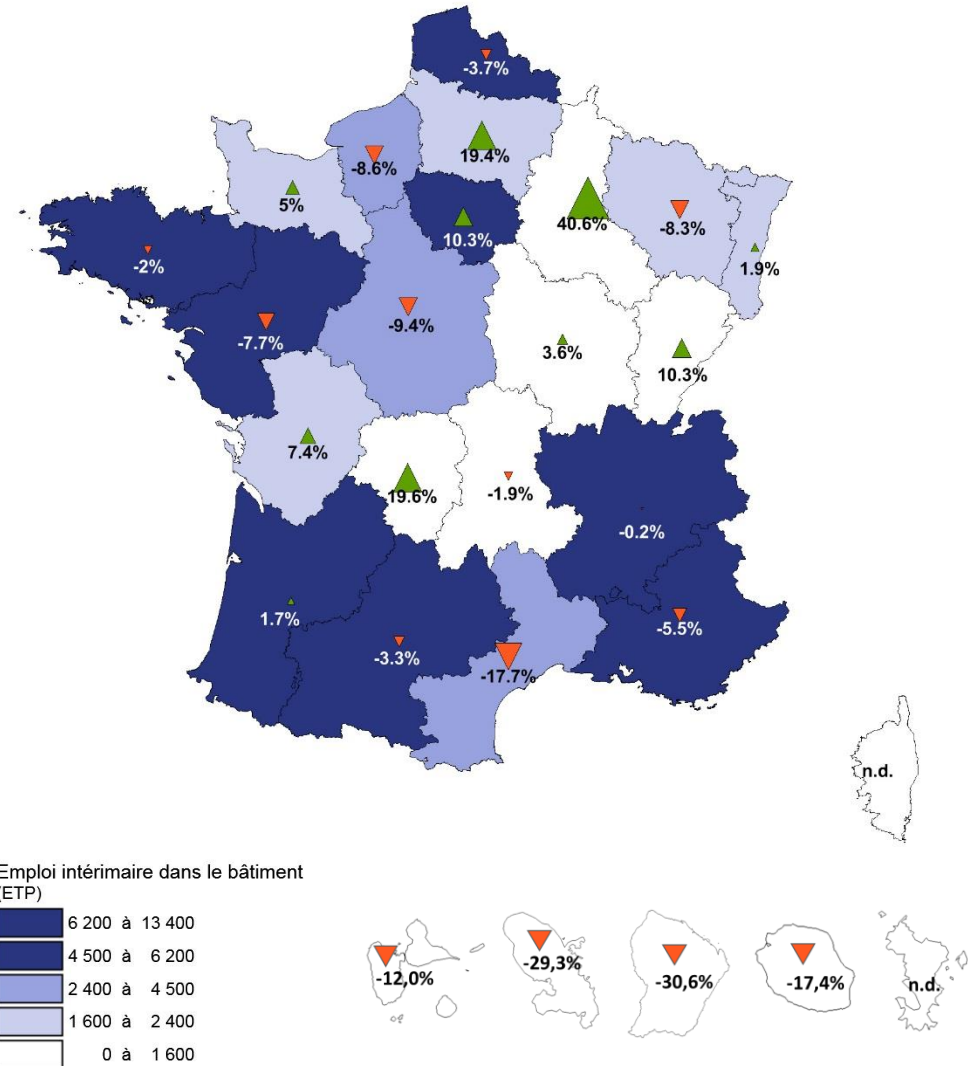
France : 80 669 ETP pour l'emploi intérimaire dans le Bâtiment au 1^{er} trimestre 2014, une baisse de 0,4% par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Régions : L'emploi intérimaire dans le Bâtiment progresse dans près de la moitié des régions au 1^{er} trimestre 2014.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	1 ^{er} trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérimaires Bâtiment	80 669 ETP	-0,4%	=



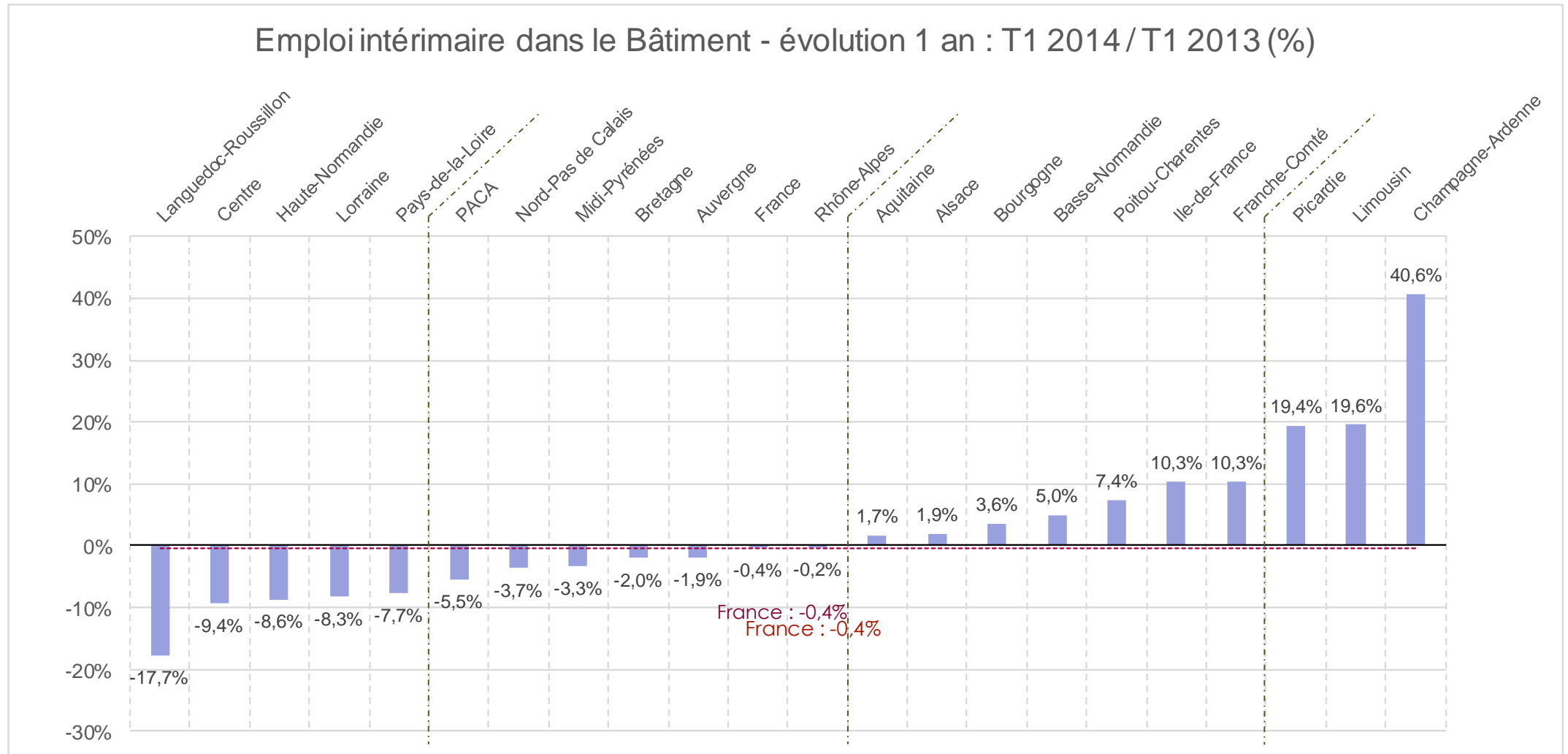
Emploi intérimaire dans le bâtiment
1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

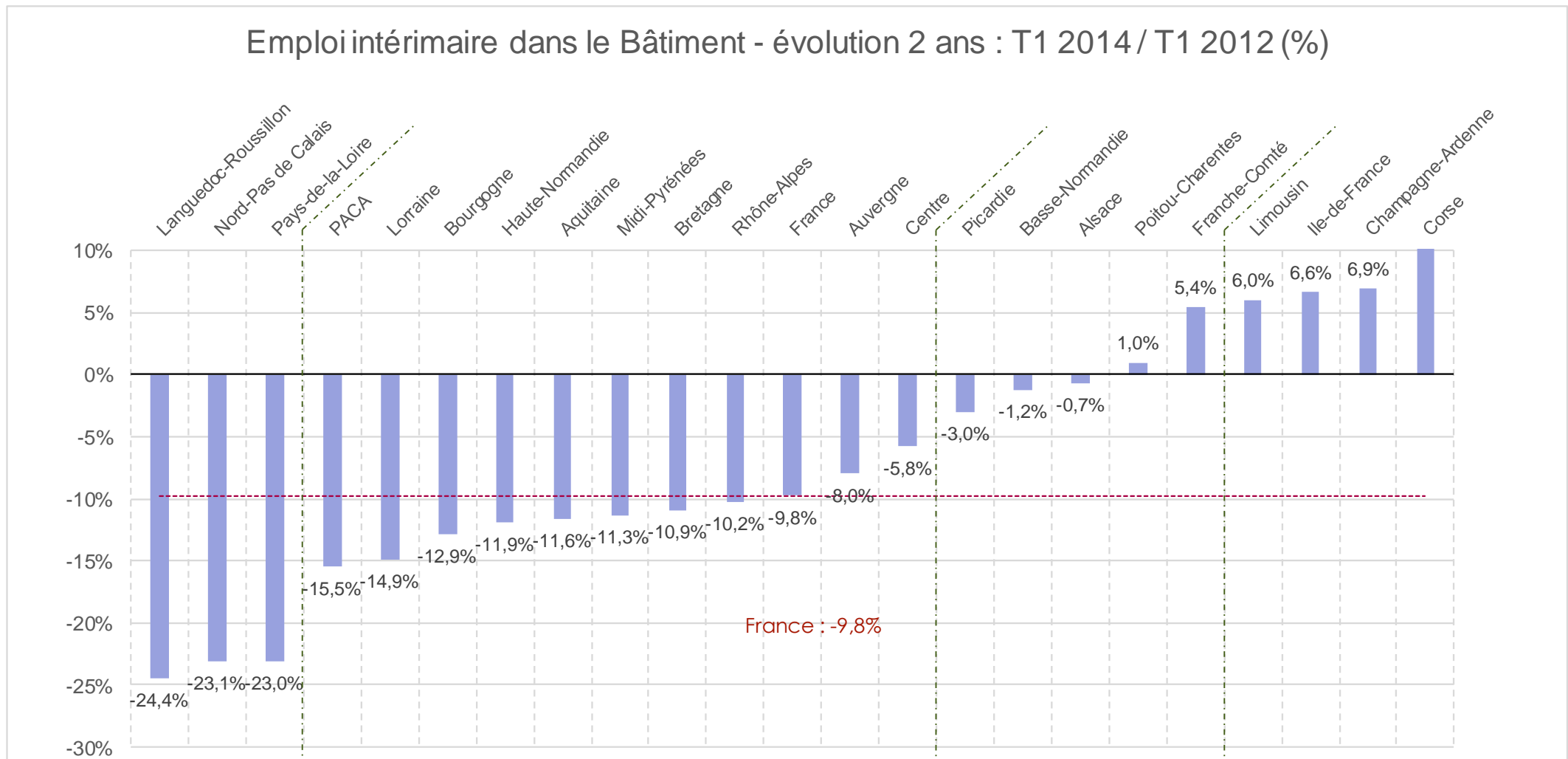
Un groupe de régions se démarque par une progression plus importante de l'emploi intérimaire



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

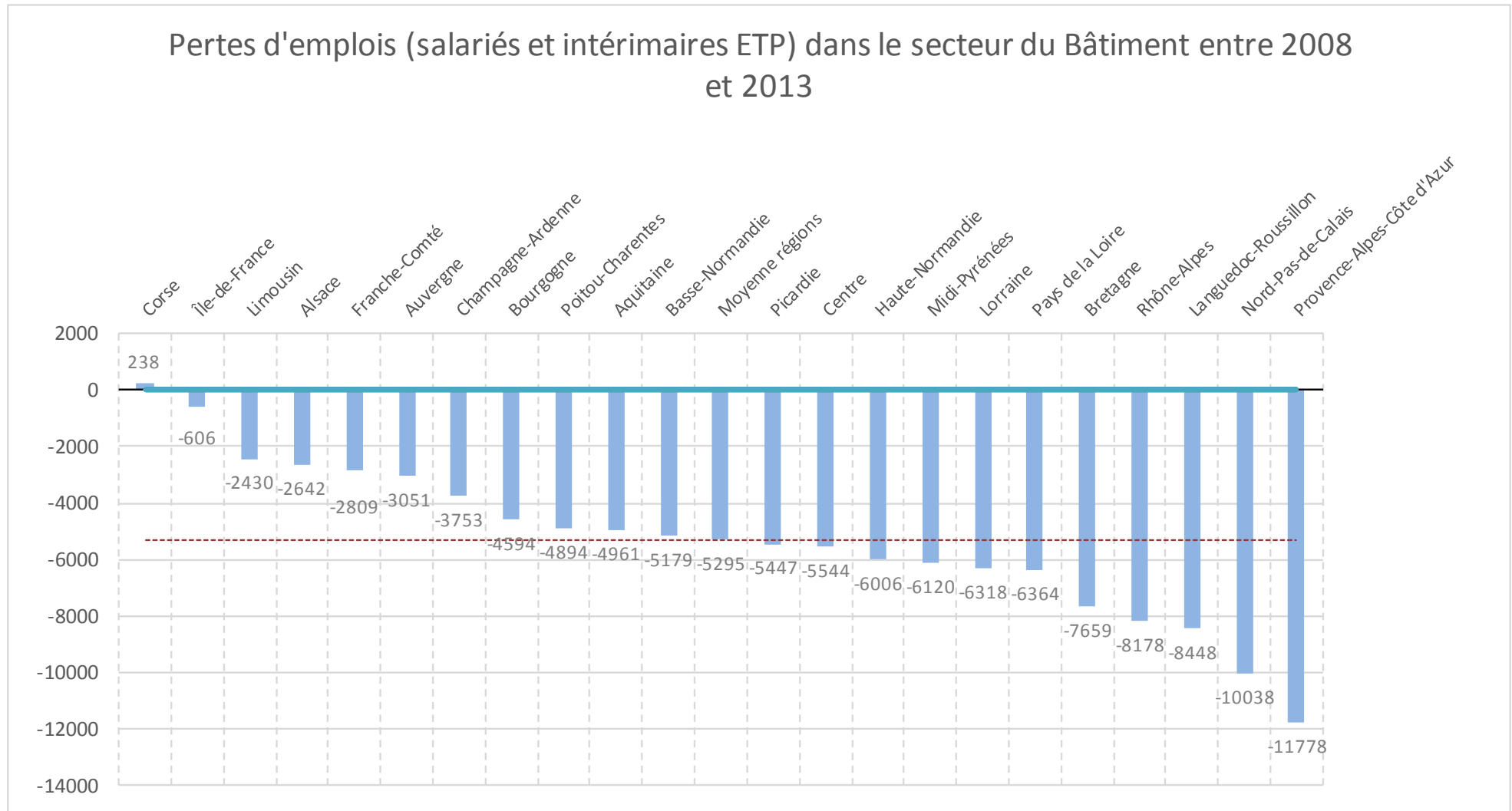
L'emploi intérimaire recule dans presque toutes les régions sur les deux dernières années
Une baisse en dessous de la moyenne nationale s'observe dans une moitié des régions



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Zoom sur les pertes d'emplois salarié et intérimaire dans le Bâtiment entre 2008 et 2013

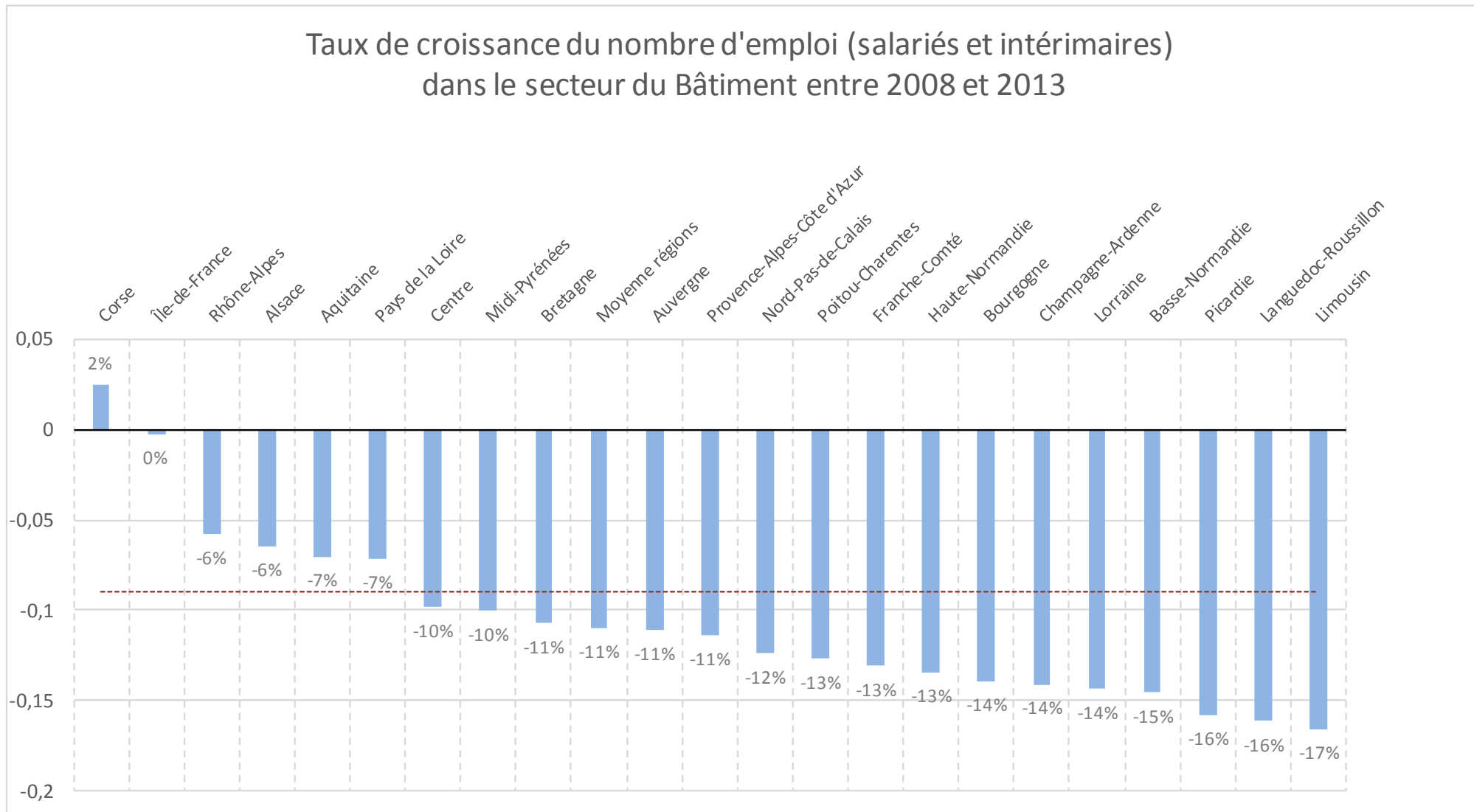
La quasi-totalité des régions enregistre des pertes d'emplois brutes dans le secteur du Bâtiment entre 2008 et 2013



Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.
Estimation GIE

Zoom sur les pertes d'emploi salarié et intérimaire dans le Bâtiment entre 2008 et 2013

En termes de d'évolution entre 2008 et 2013, la situation est hétérogène dans le pays



Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans le Bâtiment. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.
Estimation GIE

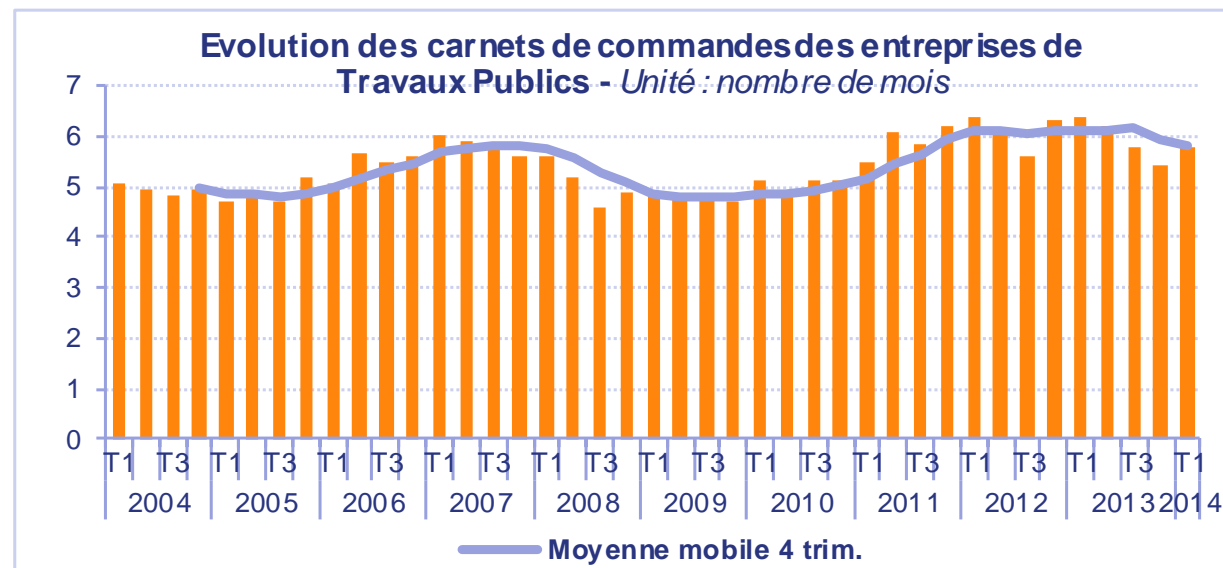
Les Travaux Publics

Comparaisons inter-régionales

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

France : Début de l'année 2014, les chefs d'entreprises de travaux publics indiquent une baisse de la durée prévue pour leurs carnets de commandes.

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1 ^o trimestre 2014 - Evol 1 an		
Carnets de commandes	5,8 mois	-0,6 mois	▼

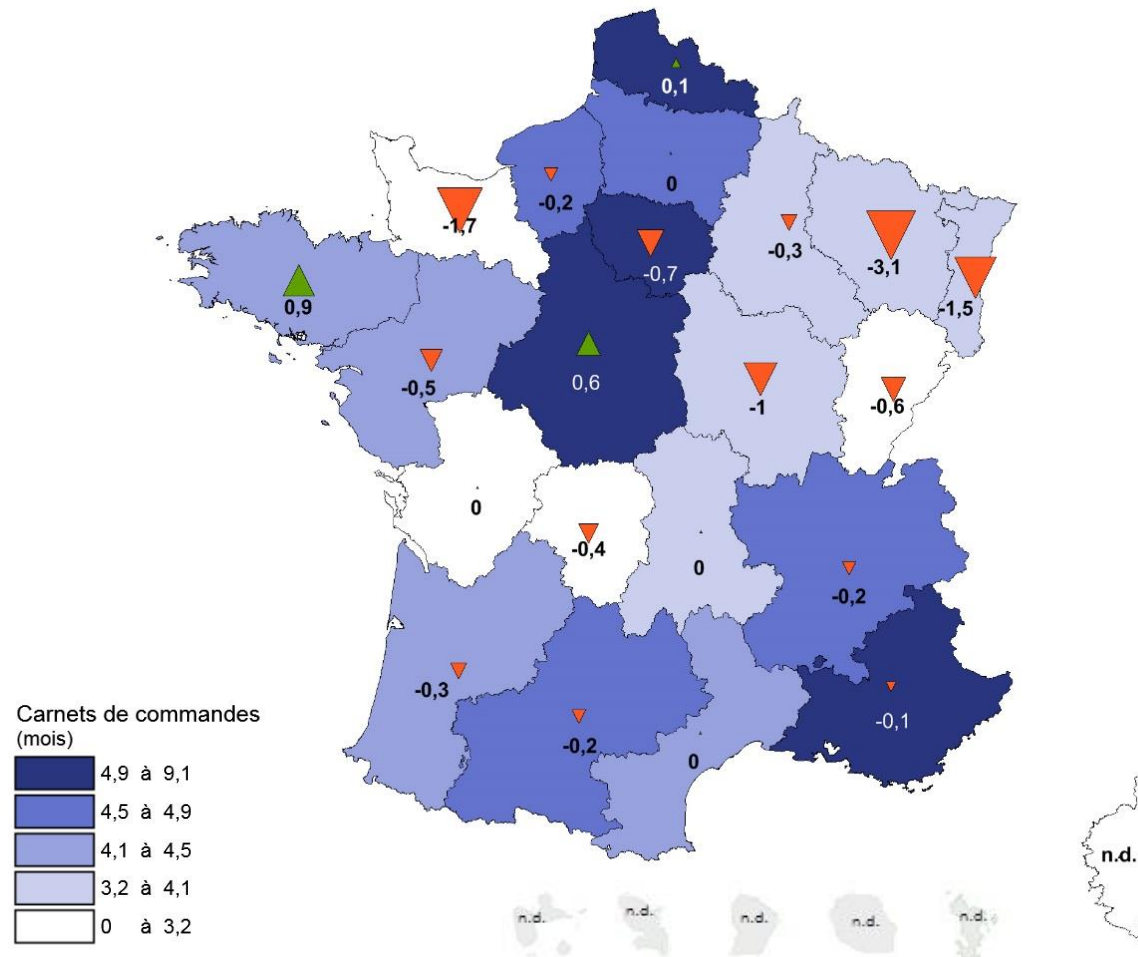


Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Tout comme au niveau national, les carnets de commandes des travaux publics se dégarnissent dans deux-tiers des régions, selon les chefs d'entreprises.

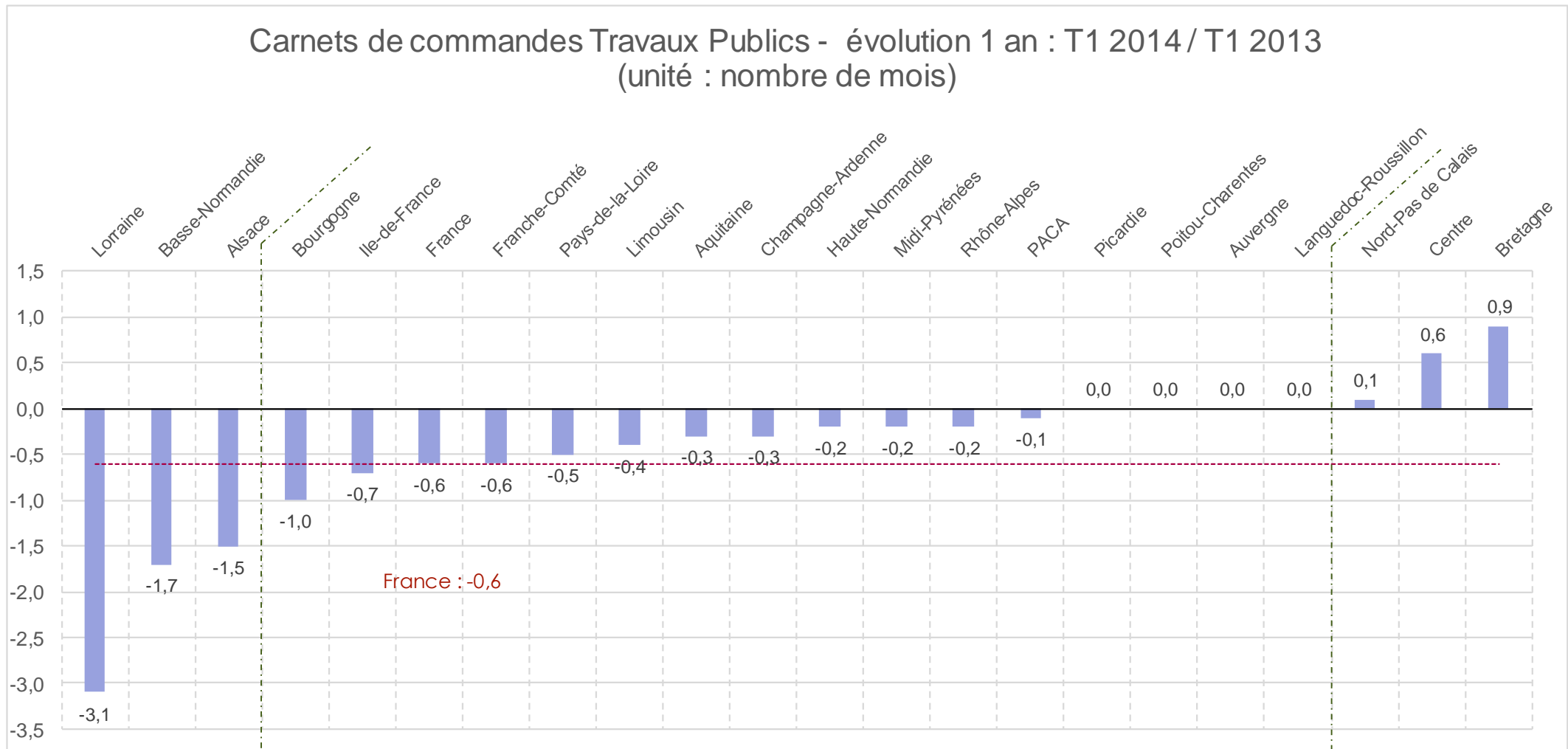
Carnets de commandes - 1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an (mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

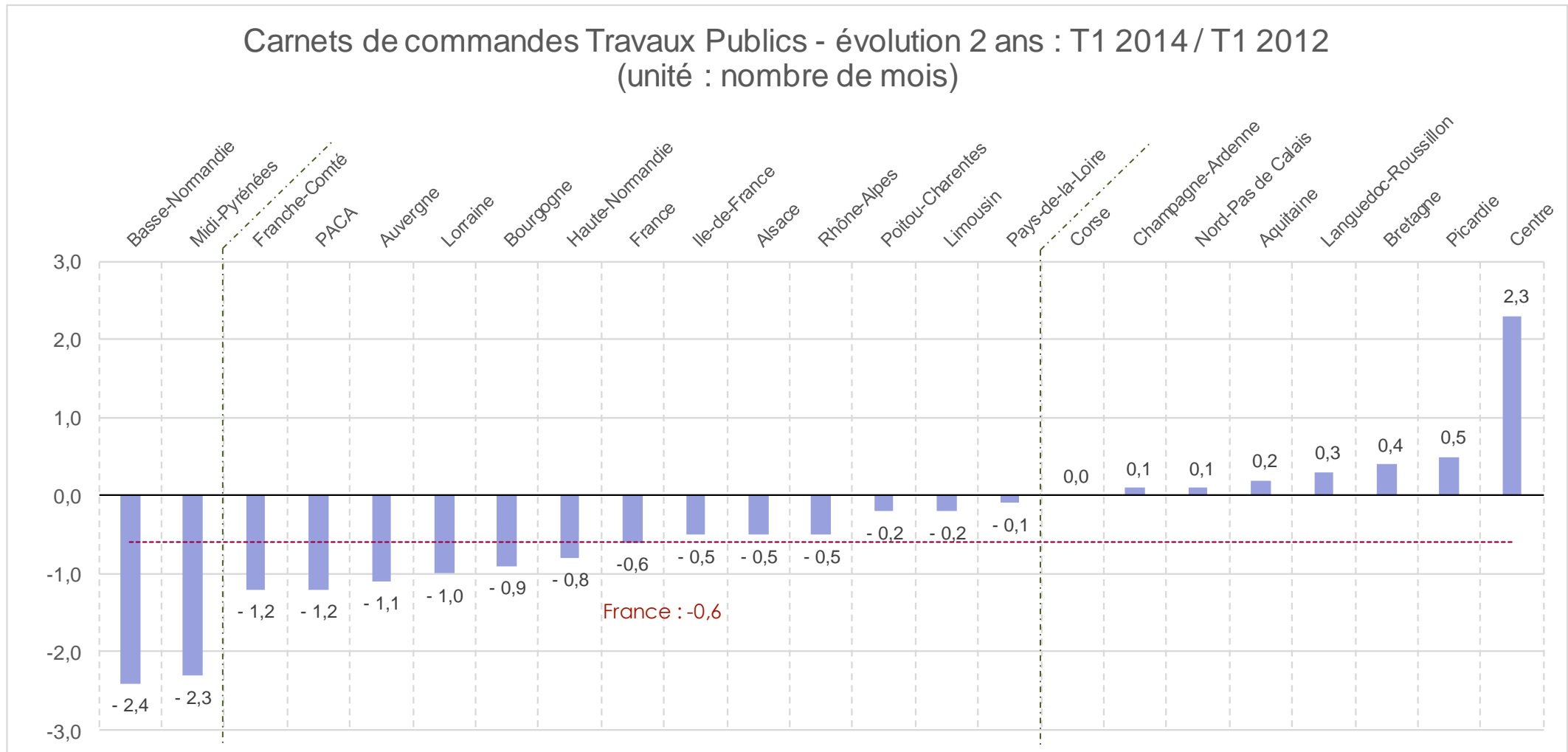
La plupart des régions sont au-dessus de la moyenne nationale au 1^{er} trimestre 2014



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Nous retrouvons des évolutions similaires sur les deux dernières années



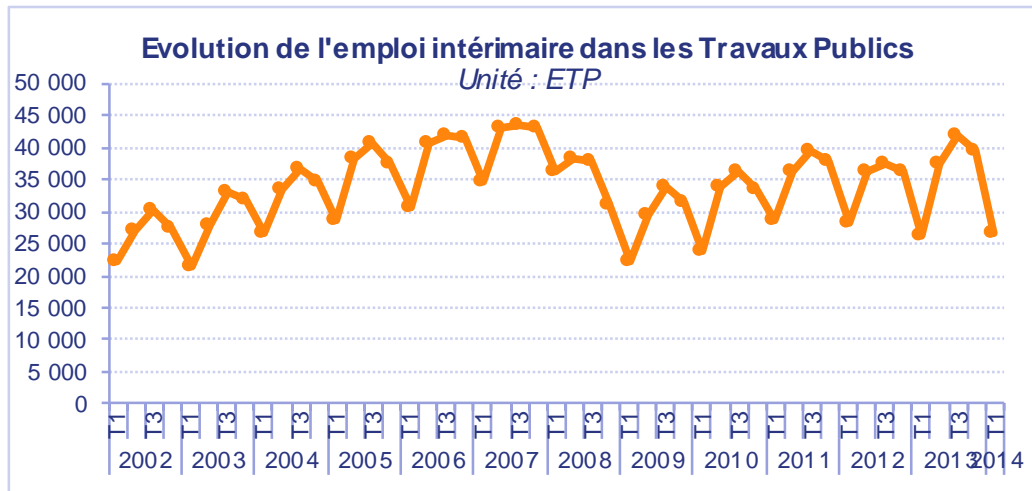
Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

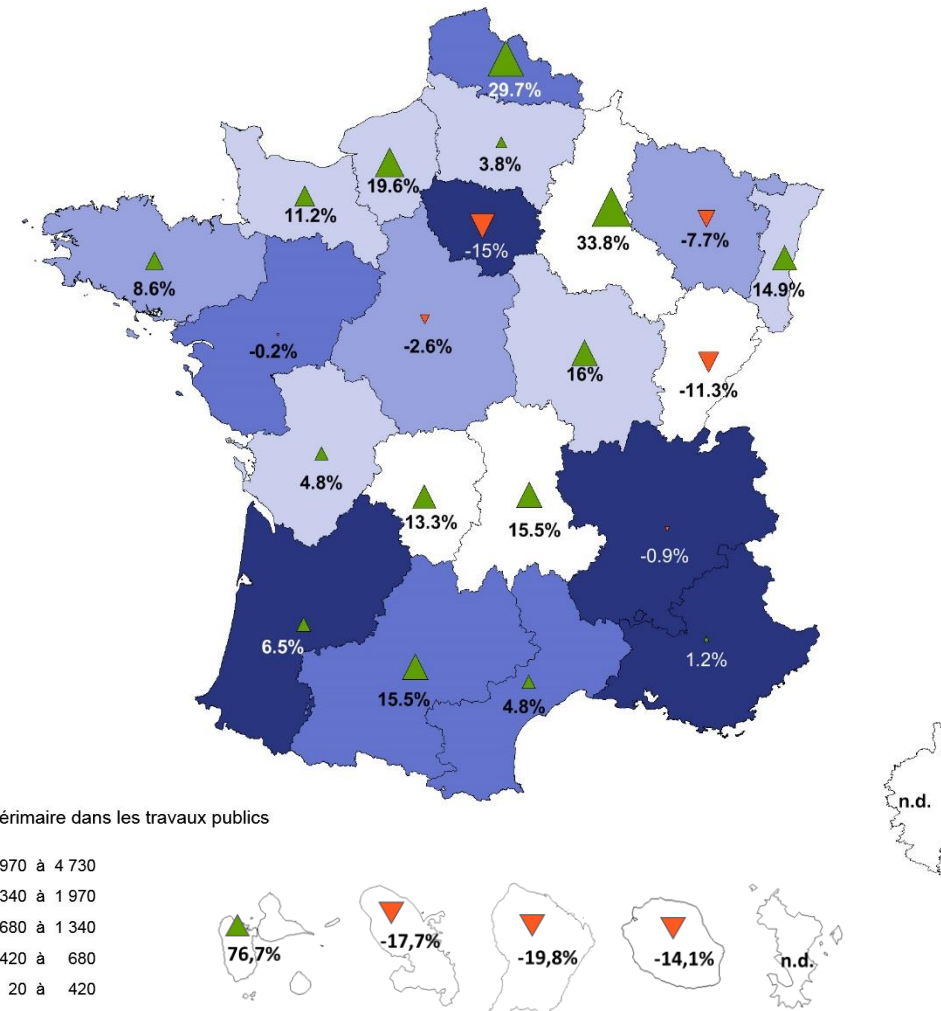
France : 26 658 ETP pour l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics au 1^{er} trimestre 2014, une hausse de 1,5% par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Régions : L'emploi intérimaire dans les Travaux Publics progresse dans la grande majorité des régions au 1^{er} trimestre 2014.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	1 ^{er} trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérimaires Travaux Publics	26 658 ETP	+1,5%	▲



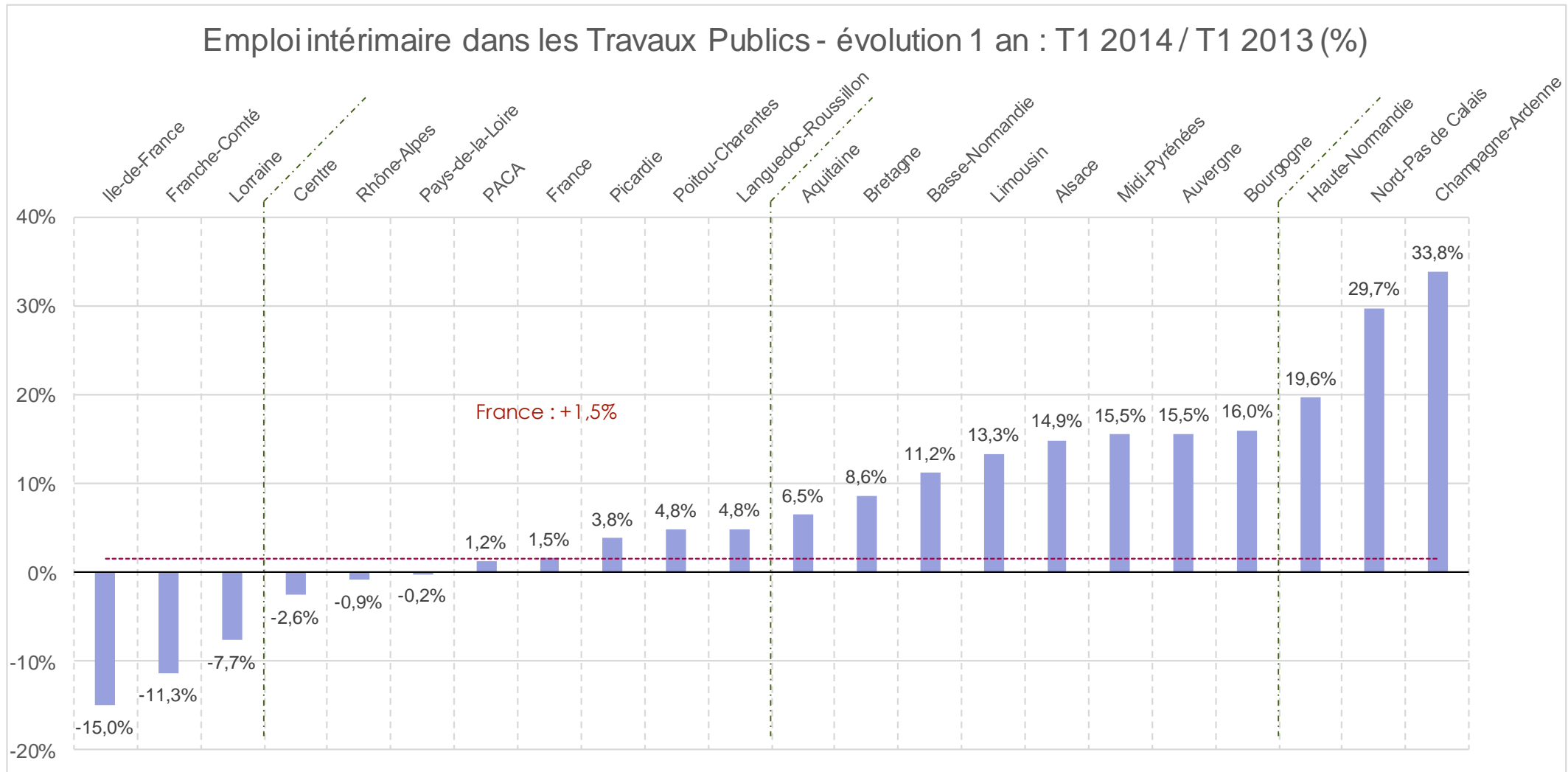
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics
1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

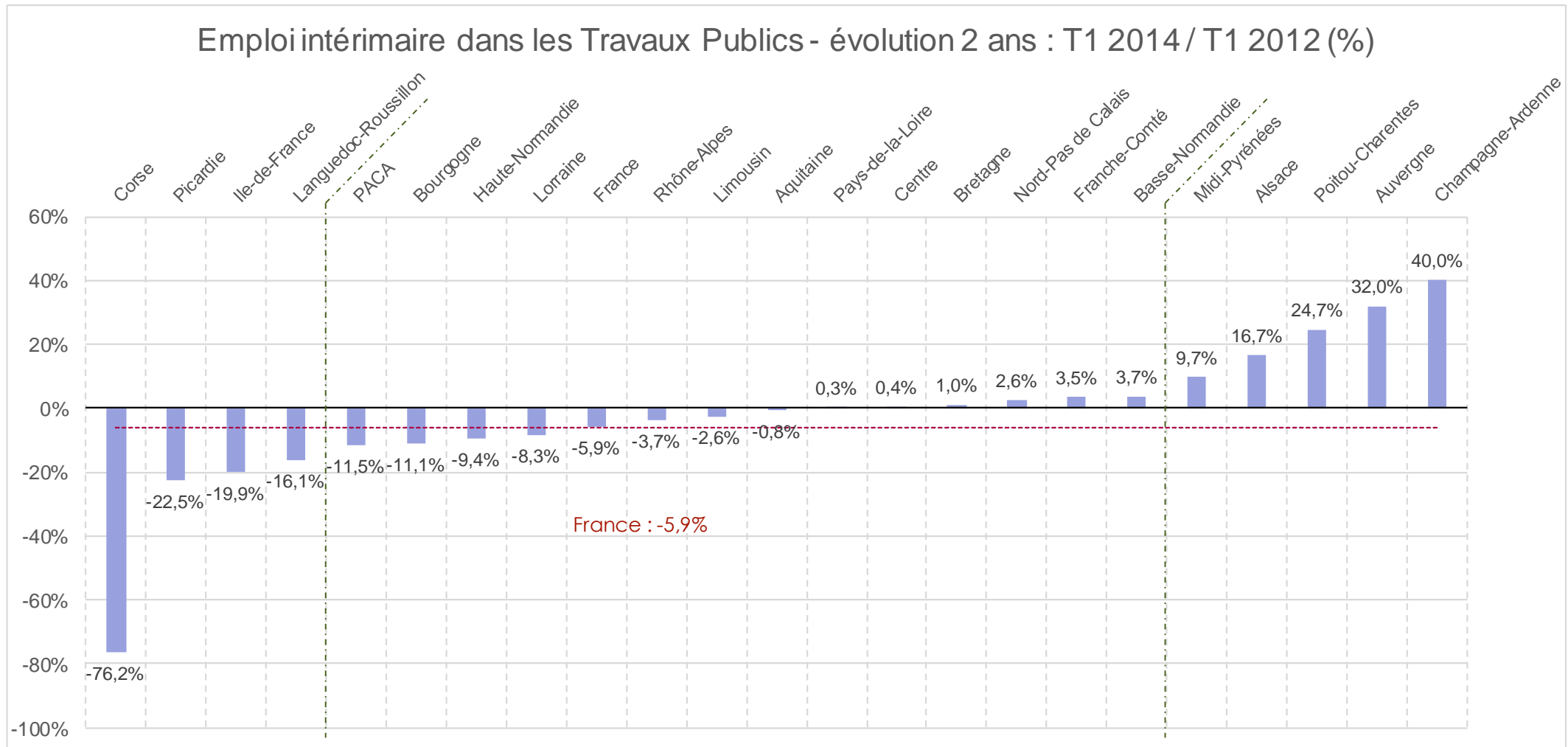
L'emploi intérimaire progresse dans une large majorité de régions



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

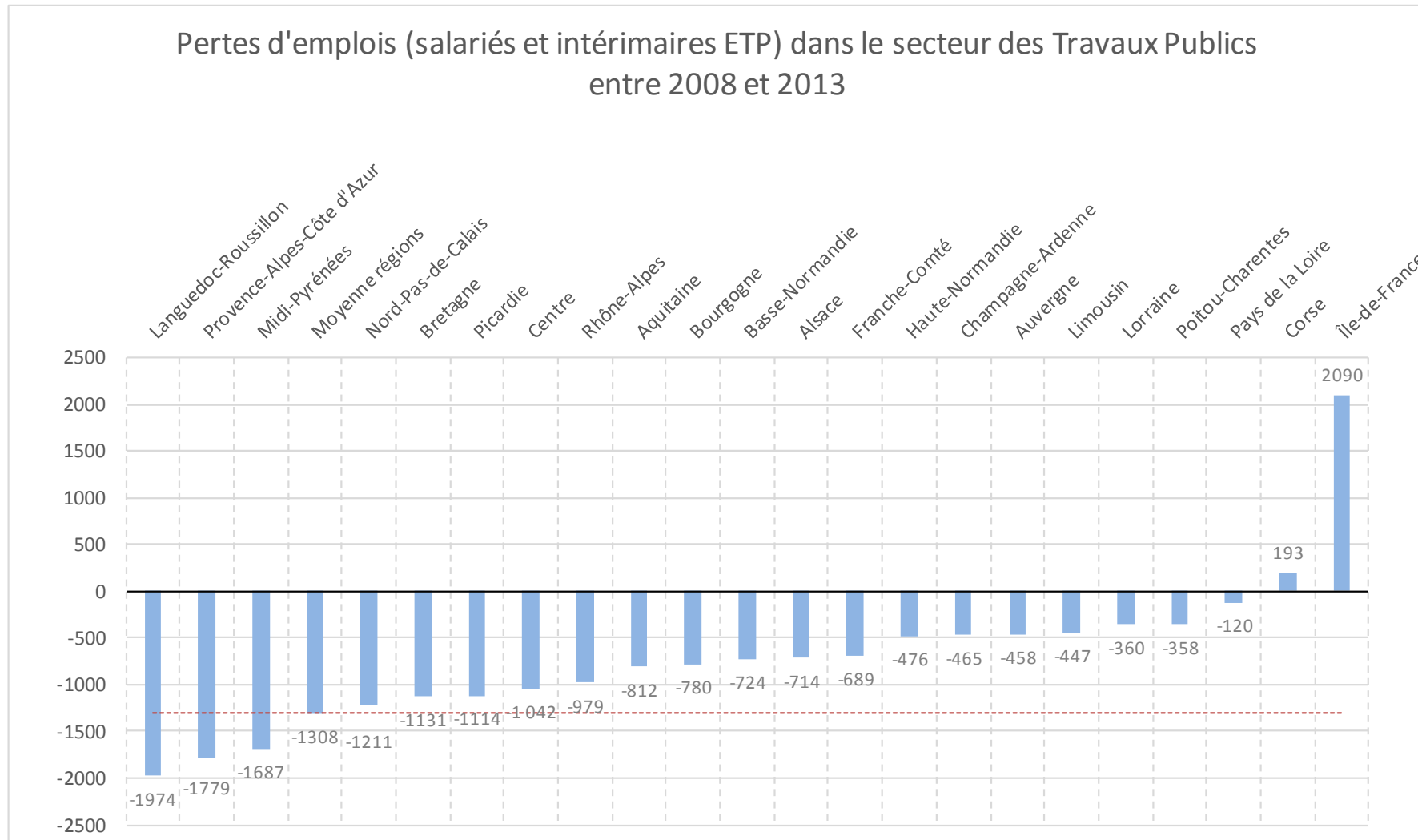
L'emploi intérimaire progresse dans près de la moitié des régions sur les deux dernières années



Sources : INSEE, DARES (données brutes) – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Zoom sur les pertes d'emplois salarié et intérimaire dans les Travaux Publics entre 2008 et 2013

La quasi-totalité des régions enregistre des pertes d'emplois brutes dans le secteur des Travaux Publics entre 2008 et 2013



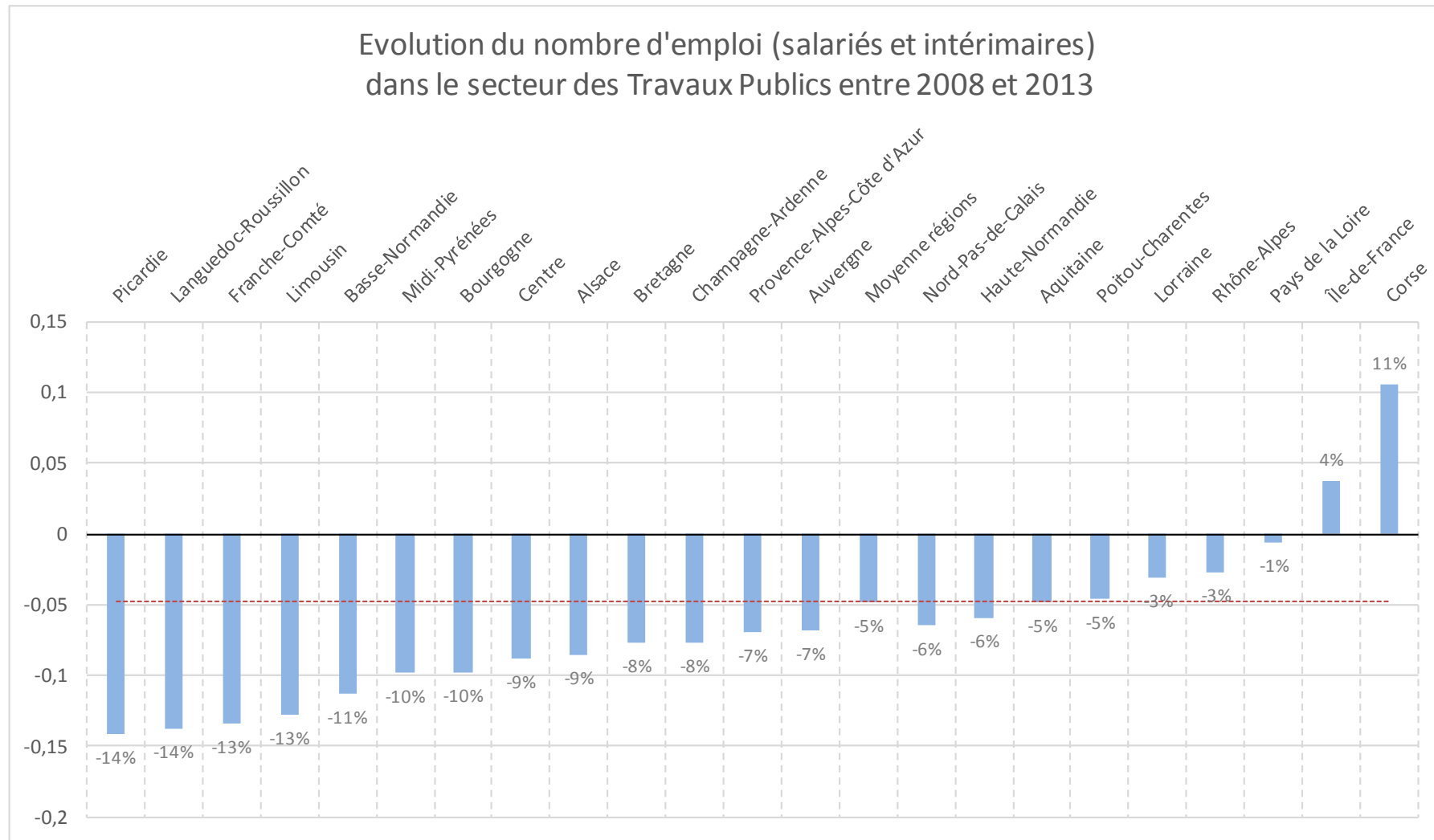
Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Estimation GIE



Zoom sur les pertes d'emploi salarié et intérimaire dans les Travaux Publics entre 2008 et 2013

En termes de d'évolution entre 2008 et 2013, la situation est hétérogène dans le pays



Sources : ACOSS-URSSAF, DARES – Le calcul de l'intérim est réalisé sur une base de 38 semaines travaillées par an dans les Travaux Publics. L'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Estimation GIE



Les Matériaux

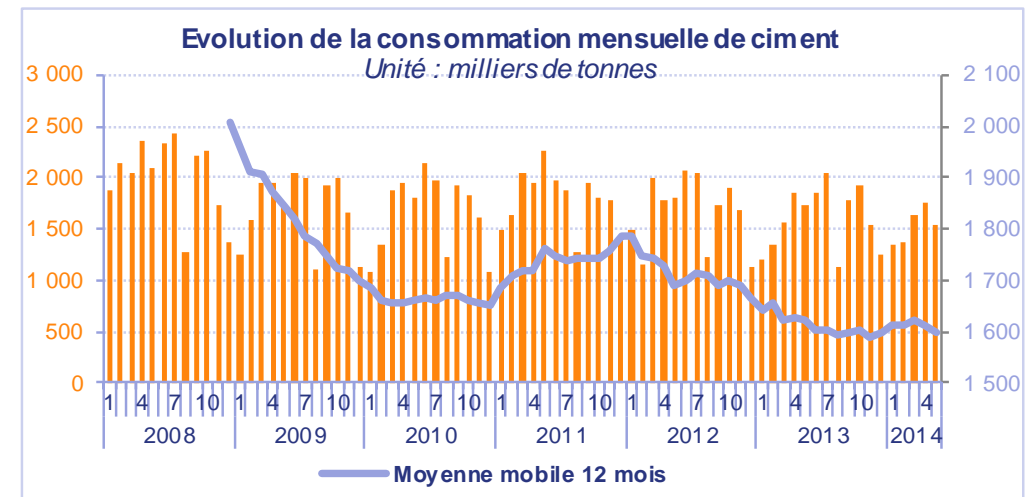
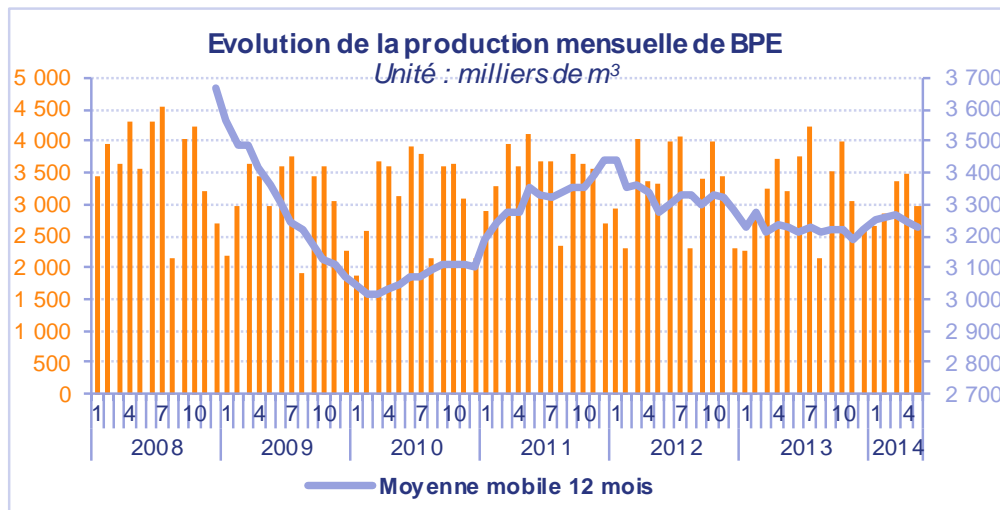
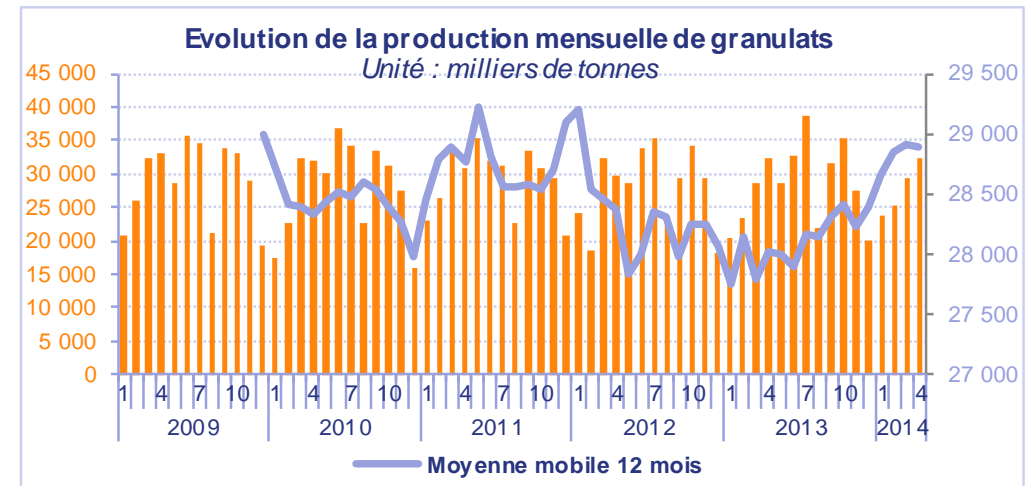
Comparaisons inter-régionales

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

France : Les productions de granulats (+5,8%) et de BPE (+0,5%) progressent en 2014.
La consommation de ciment (-0,8%) est désormais en léger repli.

La production de matériaux Depuis le début de l'année - Evol 1 an

Prod. BPE entre janv. et mai 2014	15 338 116 m ³	+0,5%	=
Prod. Granulats entre janv. et avr. 2014	110 770 kt	+5,8%	▲
Conso Ciment entre janv. et mai 2014	7 639 kt	-0,8%	=

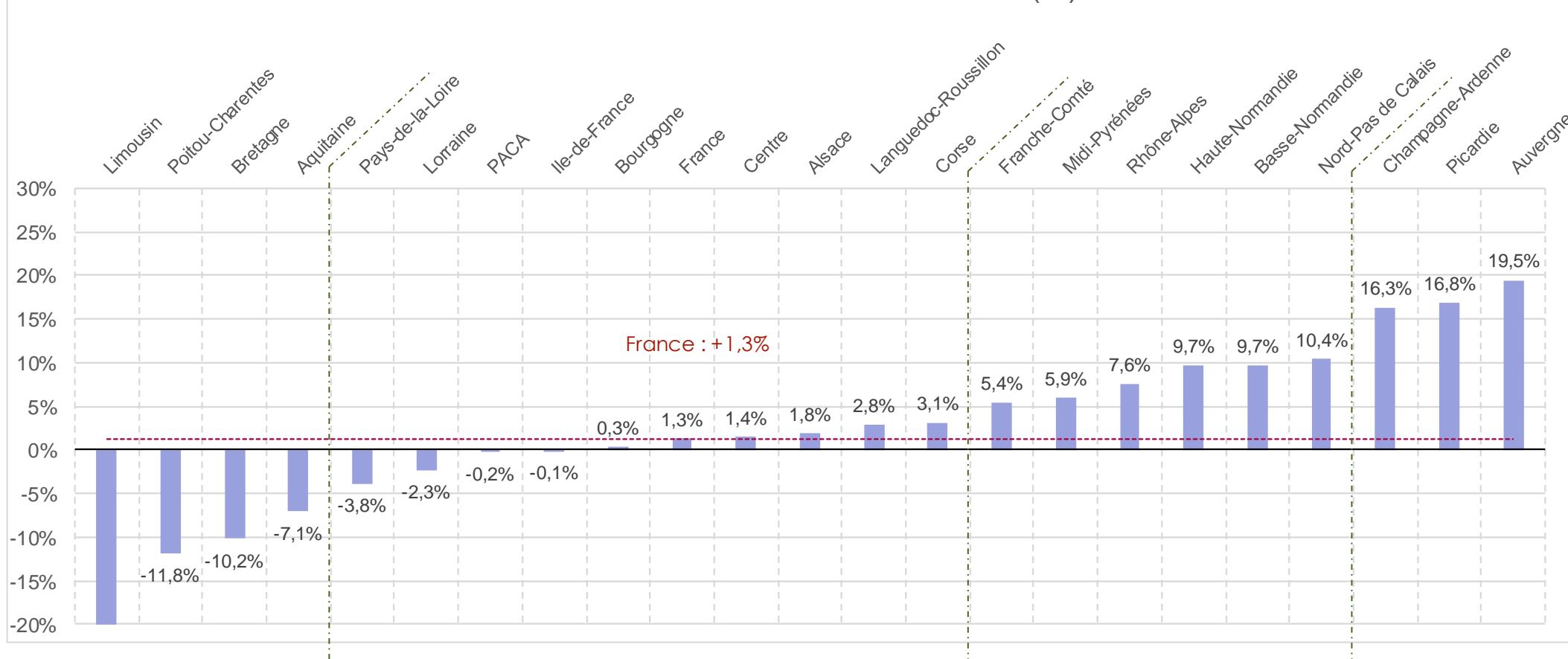


Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Une hausse de la production de BPE s'observe dans deux tiers des régions.

Production de BPE (cumul depuis le début de l'année)
évolution 1 an : mai 2014 / mai 2013 (%)



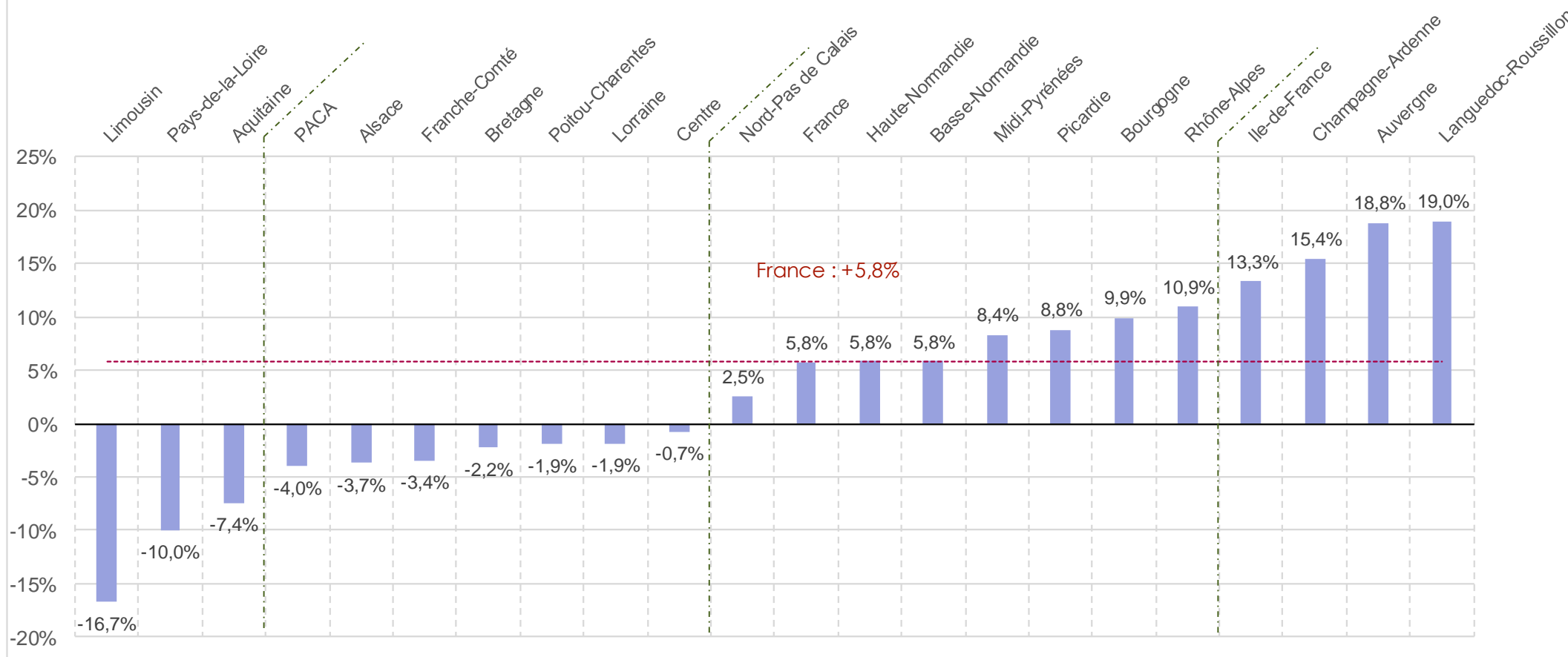
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie ; Provence-Alpes-Côte d'Azur inclut les données de la Corse.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Une hausse de la production de granulats s'observe dans la moitié des régions.

Production de granulats (cumul depuis le début de l'année)
évolution 1 an : avril 2014 / avril 2013 (%)



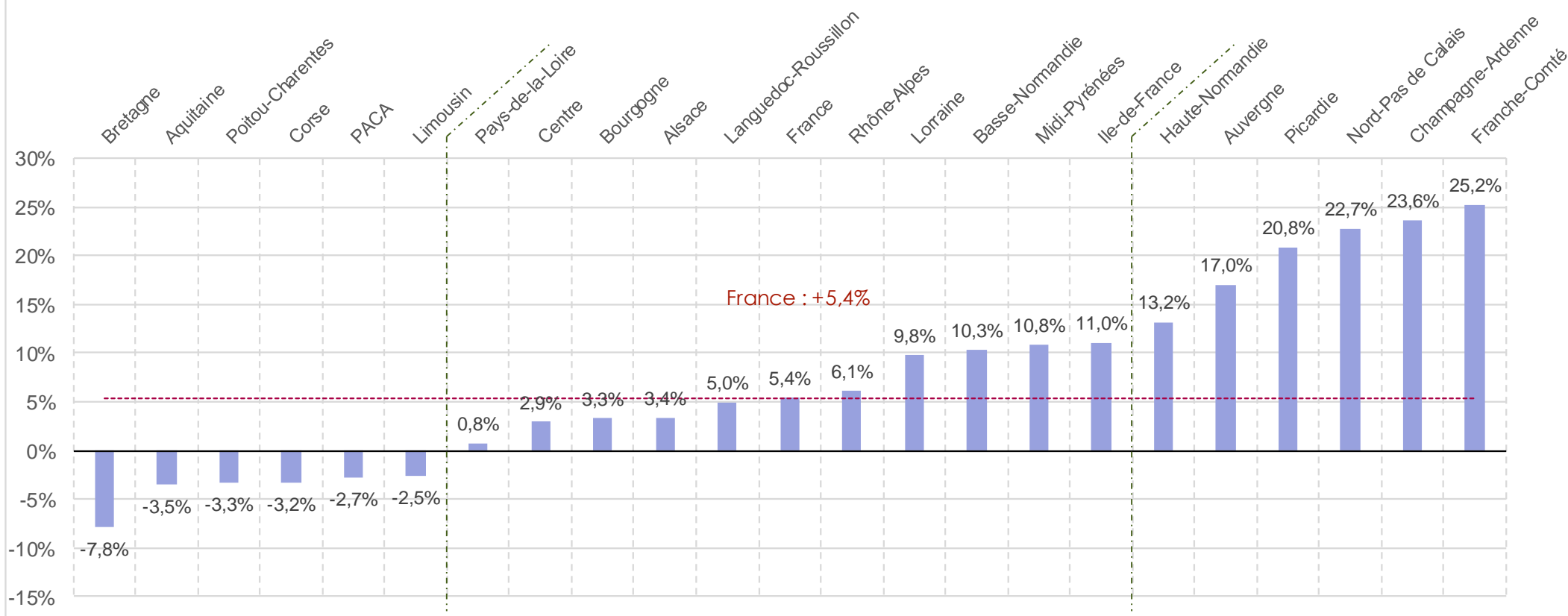
Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.

Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

La consommation de ciment augmente dans la majorité des régions.

Consommation de ciment (cumul depuis le début de l'année)
évolution 1 an : mars 2014 / mars 2013 (%)



Sources : SFIC (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

L'emploi et le tissu d'entreprises dans la Construction Comparaisons inter-régionales

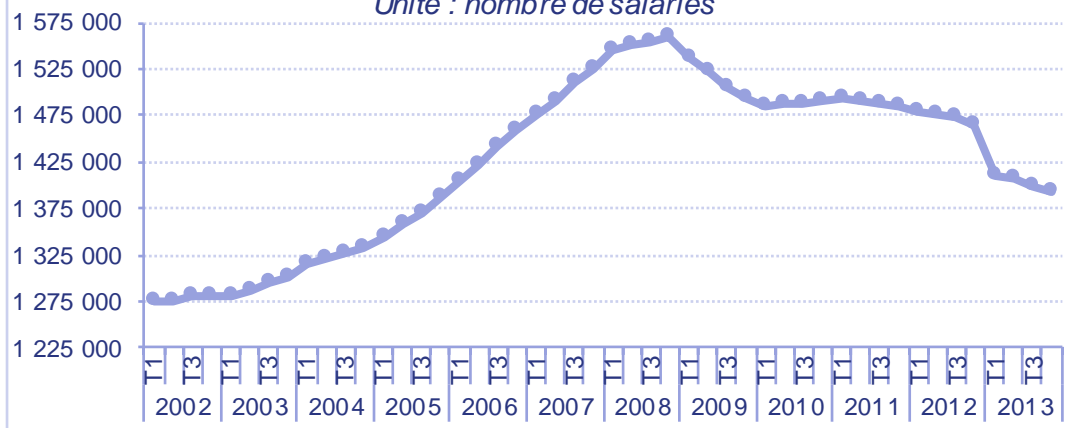
Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

France : 1 437 661 salariés dans le secteur de la construction au 4^{ème} trimestre 2013, une baisse de 1,8% par rapport au 4^{ème} trimestre 2012.

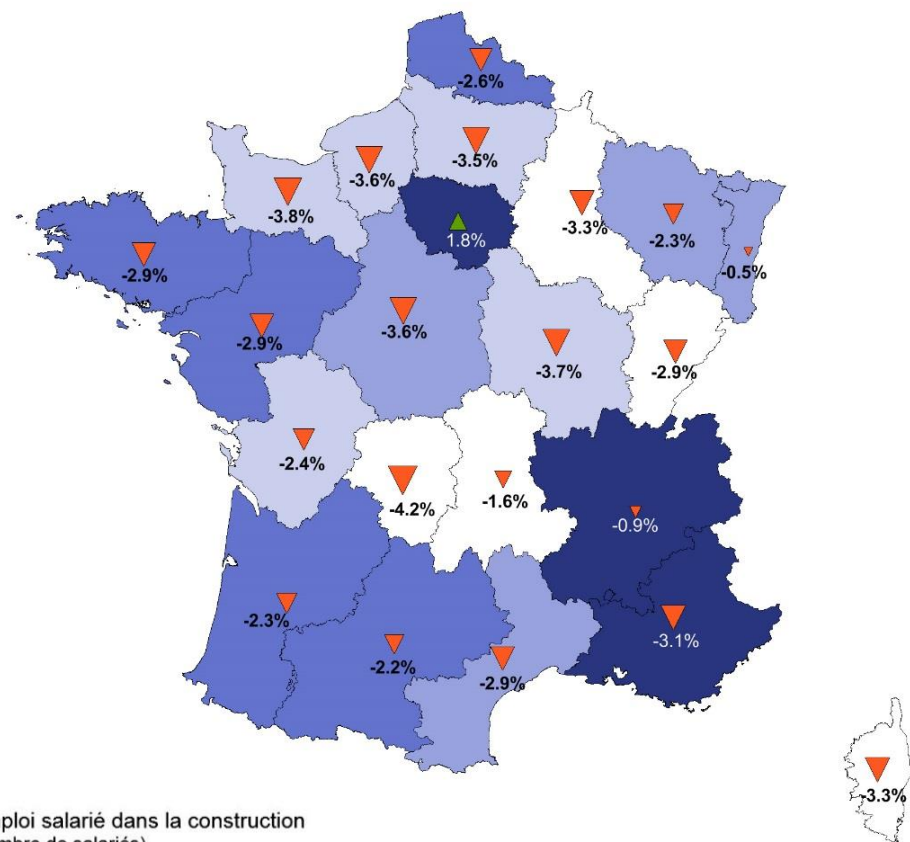
Régions : L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions au 4^{ème} trimestre 2013.

Evolution de l'emploi privé dans la Construction

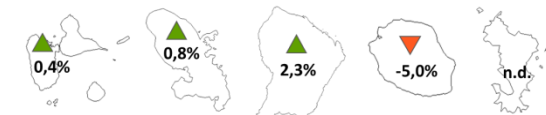
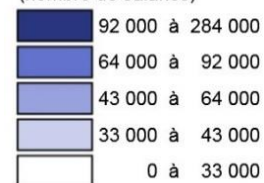
Unité : nombre de salariés



Emploi salarié dans la construction
4^{ème} trimestre 2013, évol. 1 an



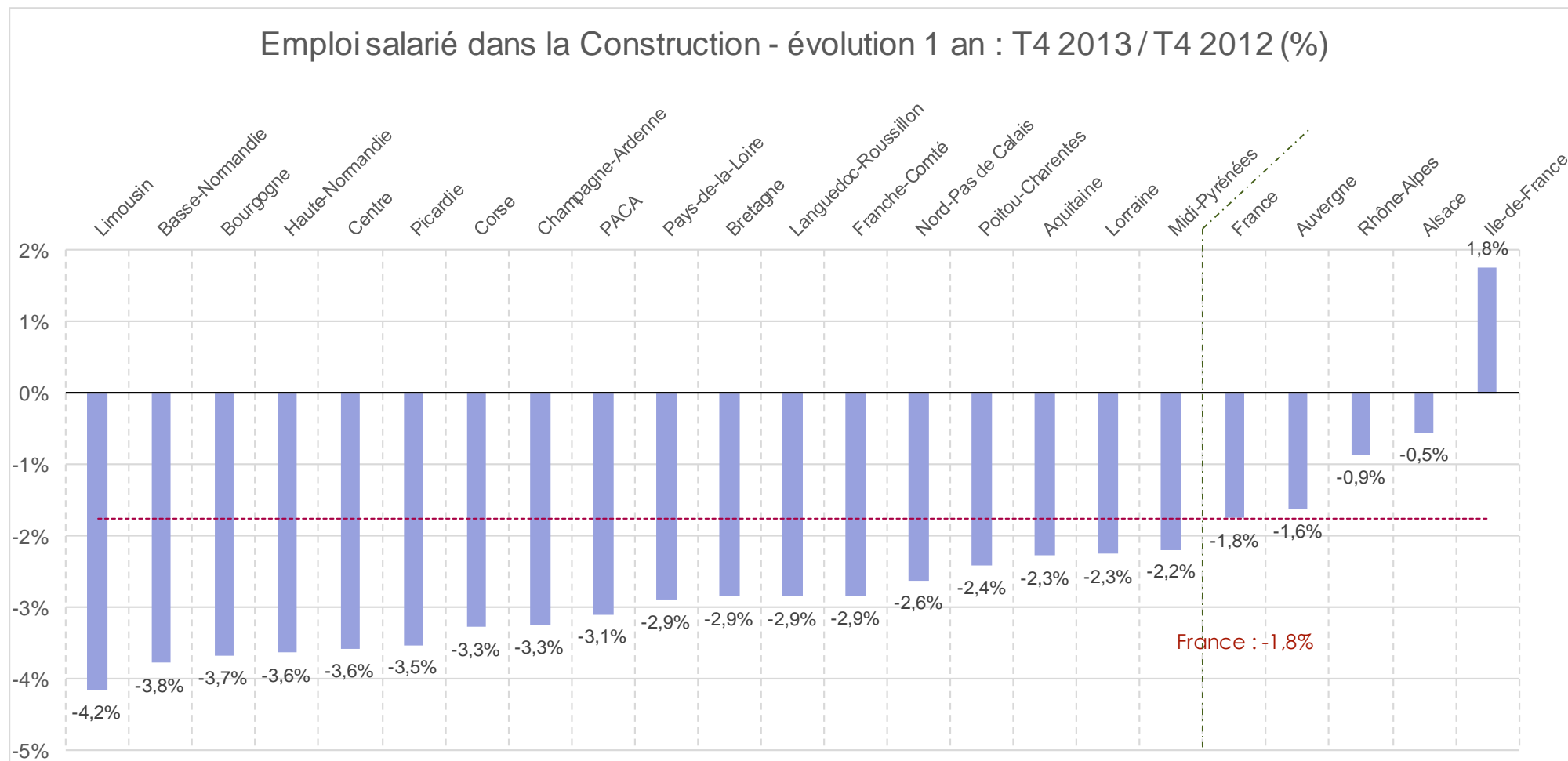
Emploi salarié dans la construction
(nombre de salariés)



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

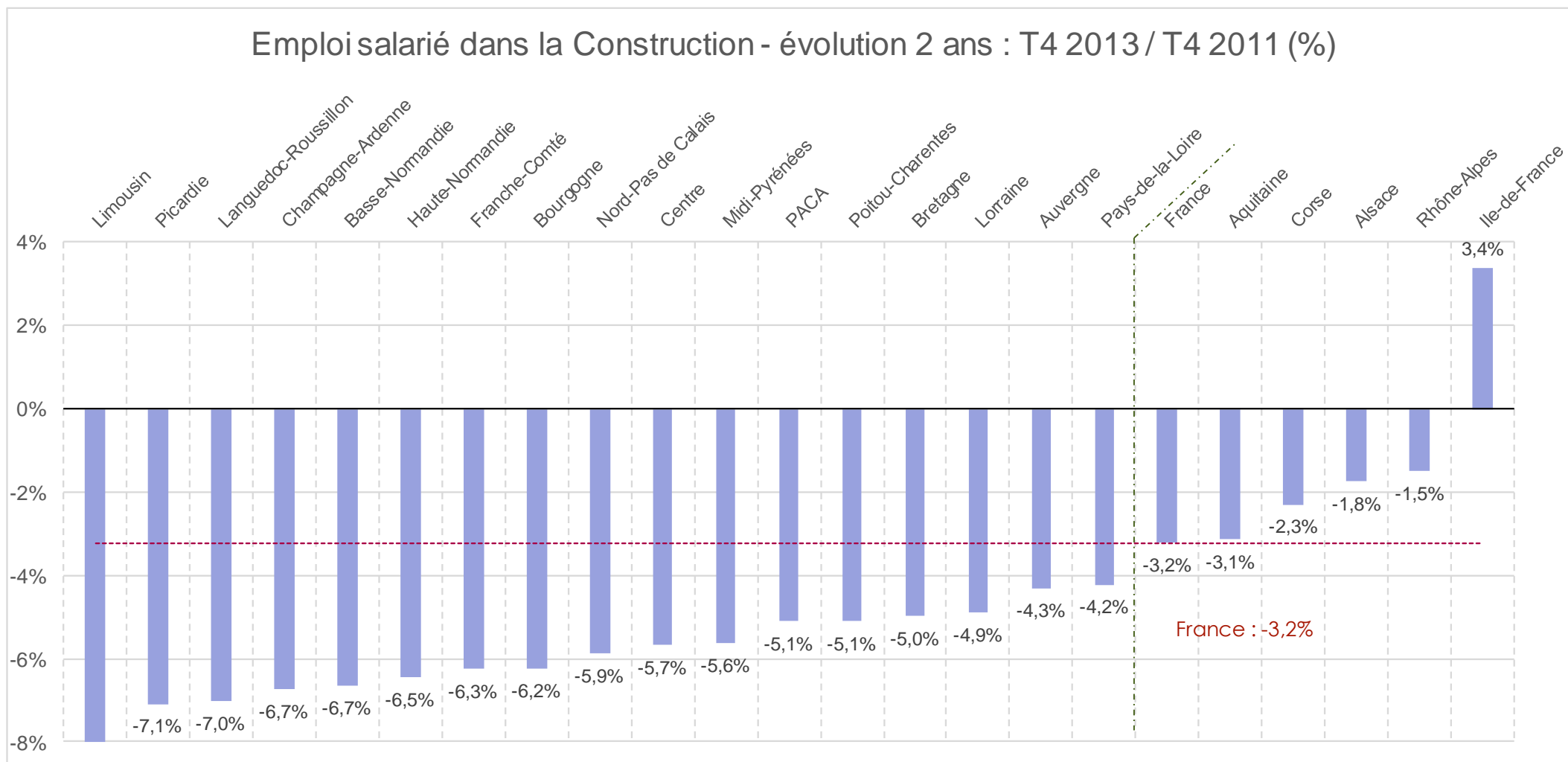
La plupart des régions sont sous la moyenne nationale. Seule l'Île-de-France enregistre une hausse de l'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2013.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

L'emploi salarié est en baisse dans presque toutes les régions sur les deux dernières années. Nous retrouvons des évolutions similaires à celles de 2013.



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

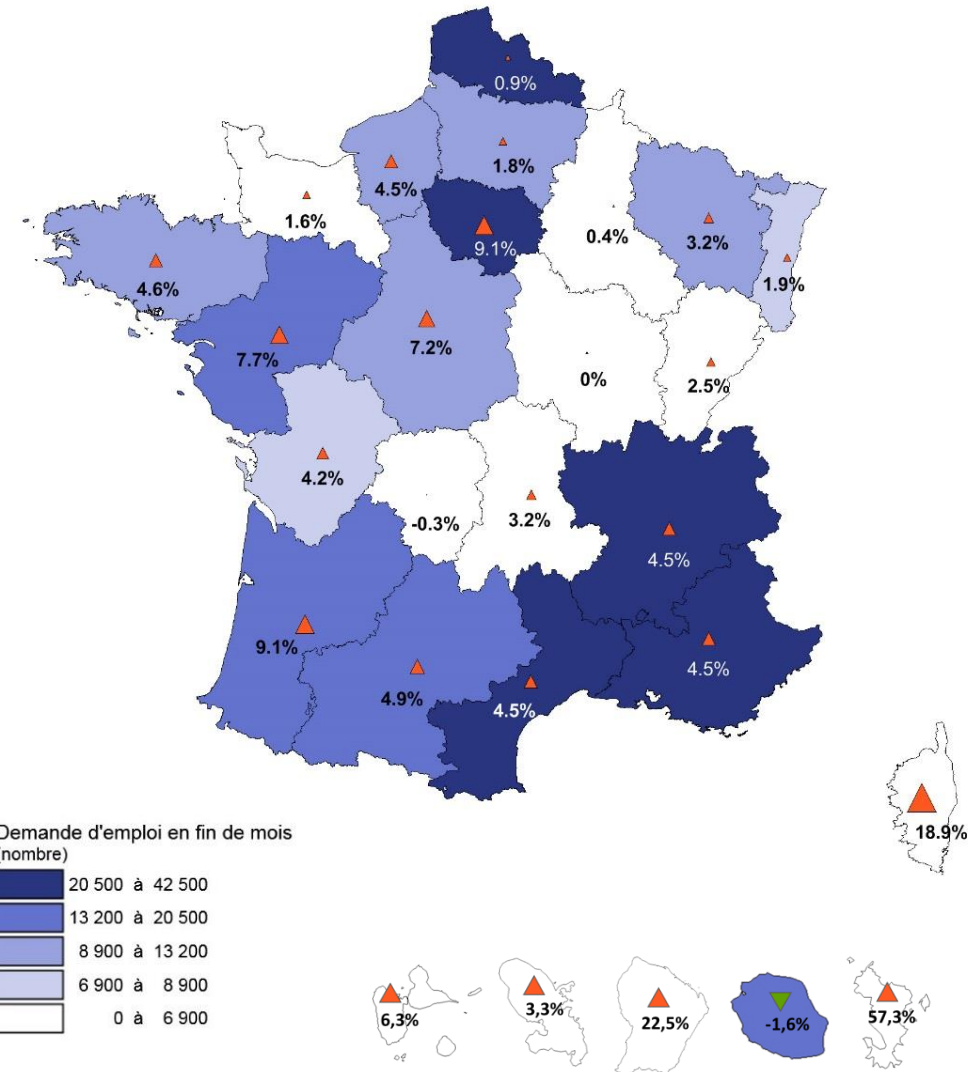
Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

France : 326 952 demandeurs d'emploi dans la construction à fin mars 2014, une hausse de 4,6% par rapport à 2013.

Régions : Le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans presque toutes les régions à fin mars 2014.

Demands d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Mars 2014 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	326 952 DEFM	+4,6%	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 648 015 DEFM	+4,0%	▲
% Bâtiment et Travaux Publics / ensemble de l'activité	9%	+0,1 pts	▲

Demande d'emploi dans la construction
Fin mars 2014, évol. 1 an

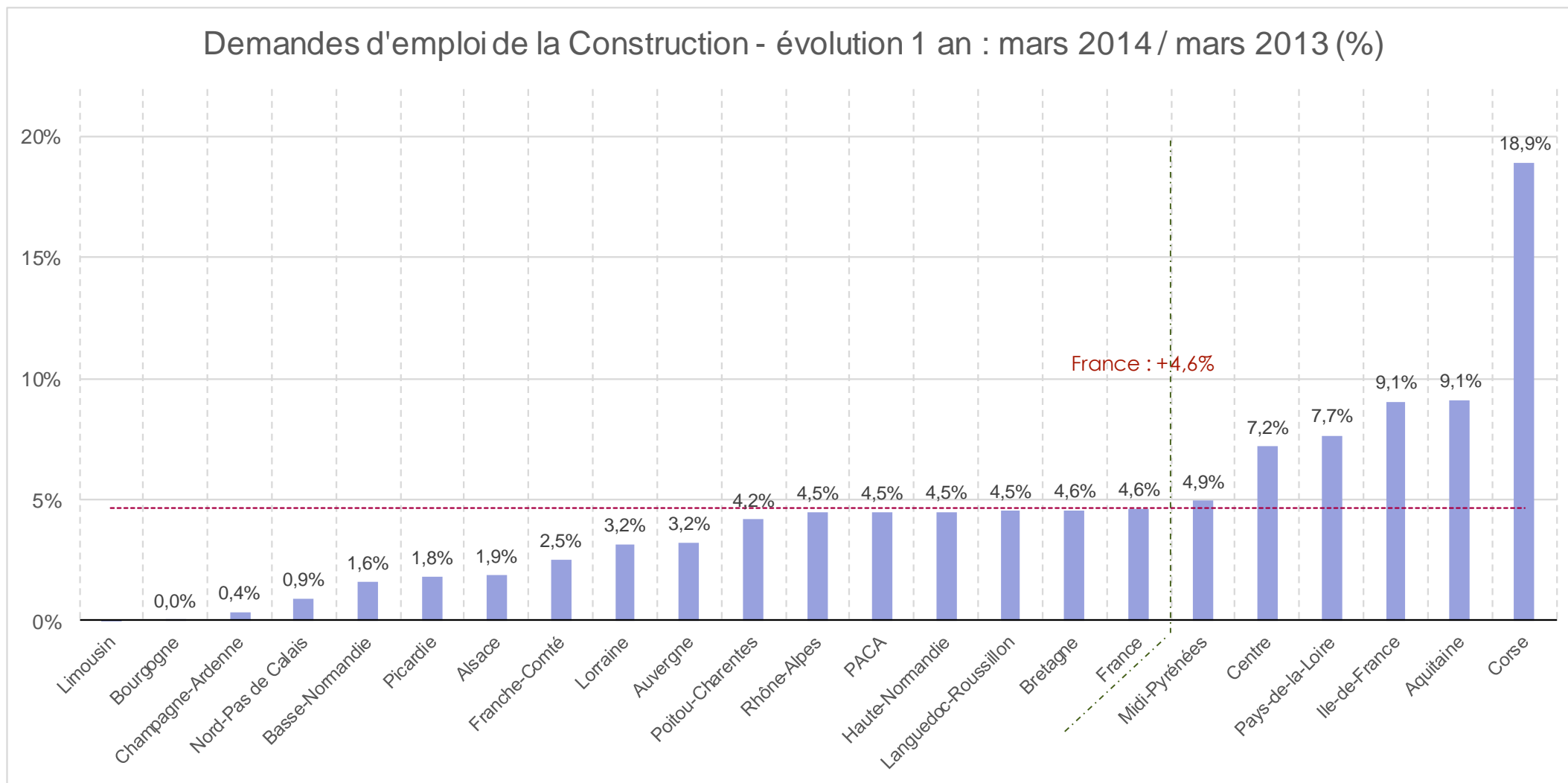


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes)

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Un peu plus de la moitié des régions présente une hausse inférieure à la moyenne nationale

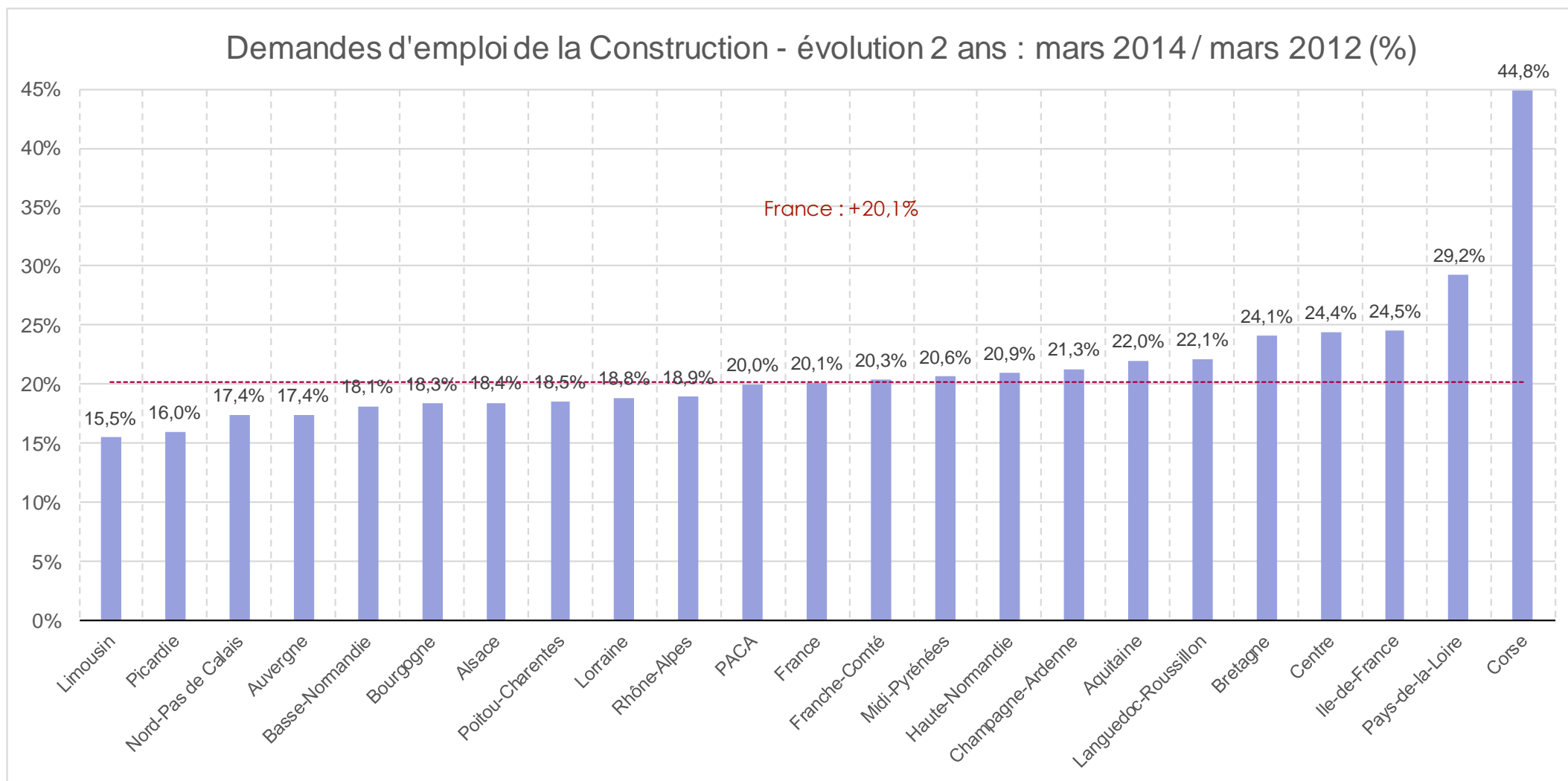


Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Sur les deux dernières années, la situation est homogène dans les régions, avec peu de variations par rapport à la moyenne nationale, excepté en Corse.



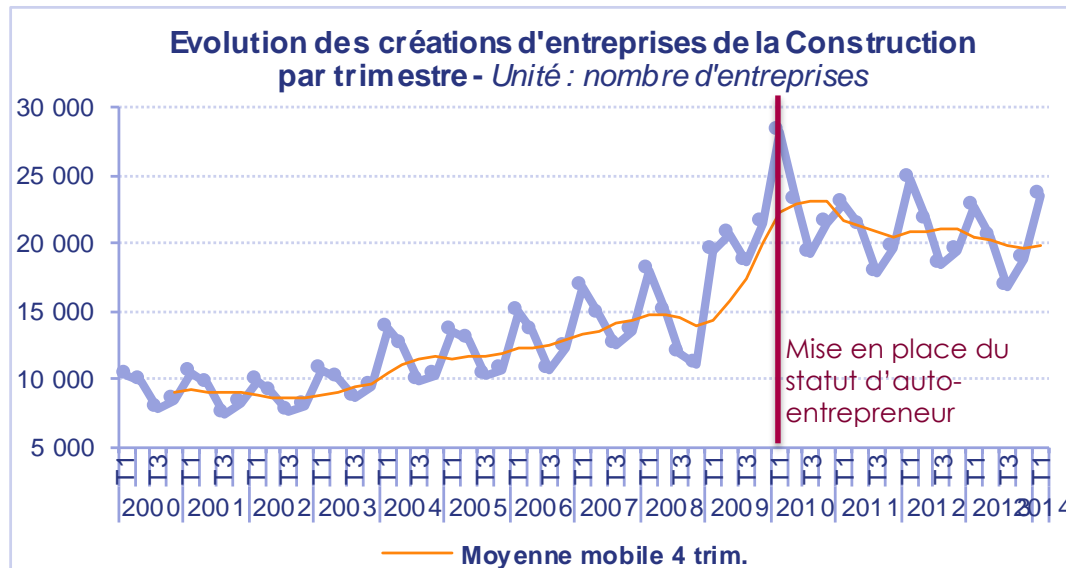
Note : Ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

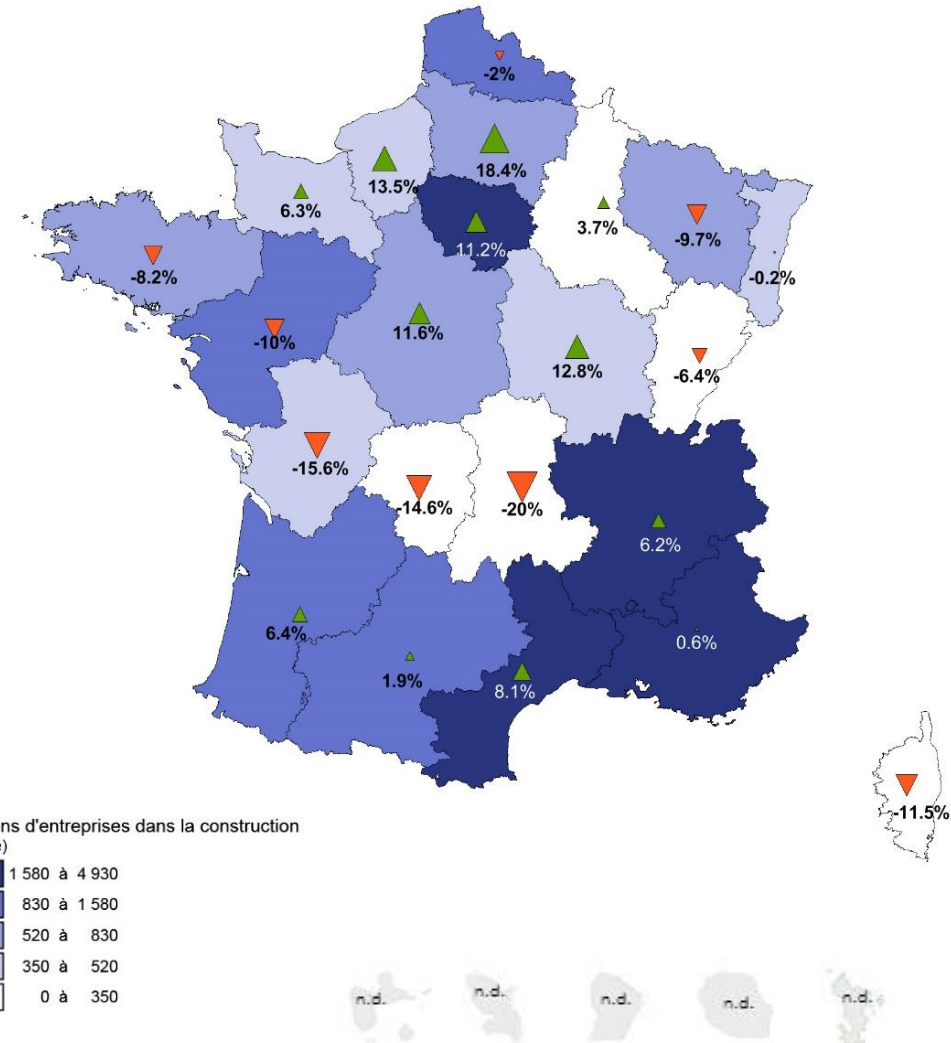
Comment évoluent les créations d'entreprises ?

France : 23 453 créations d'entreprises dans le secteur de la construction au 1^{er} trimestre 2014, une hausse de 2,7% par rapport au 1^{er} trimestre 2013.

Régions : Les créations augmentent dans la moitié des régions en 2013.



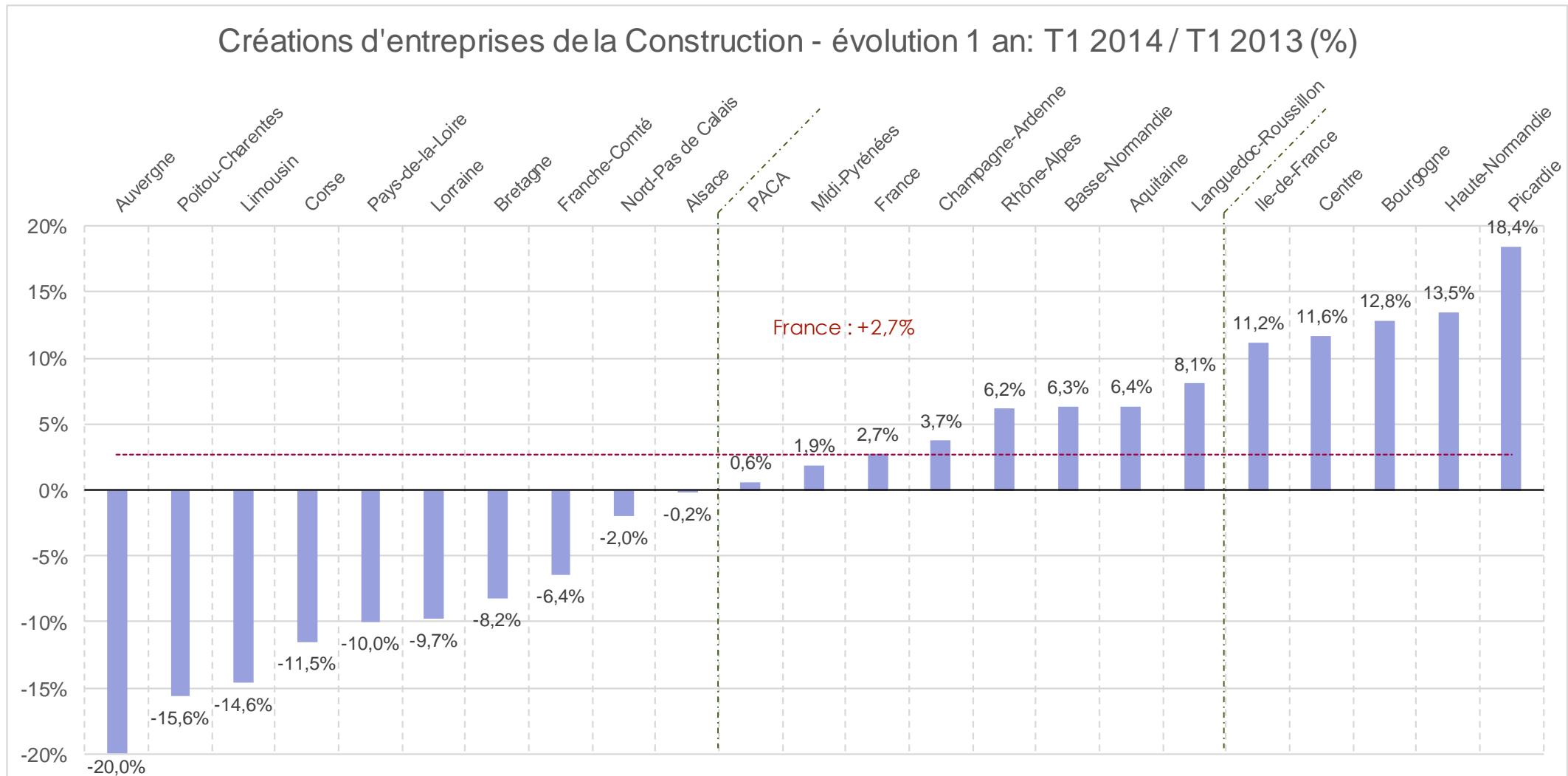
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction – 1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

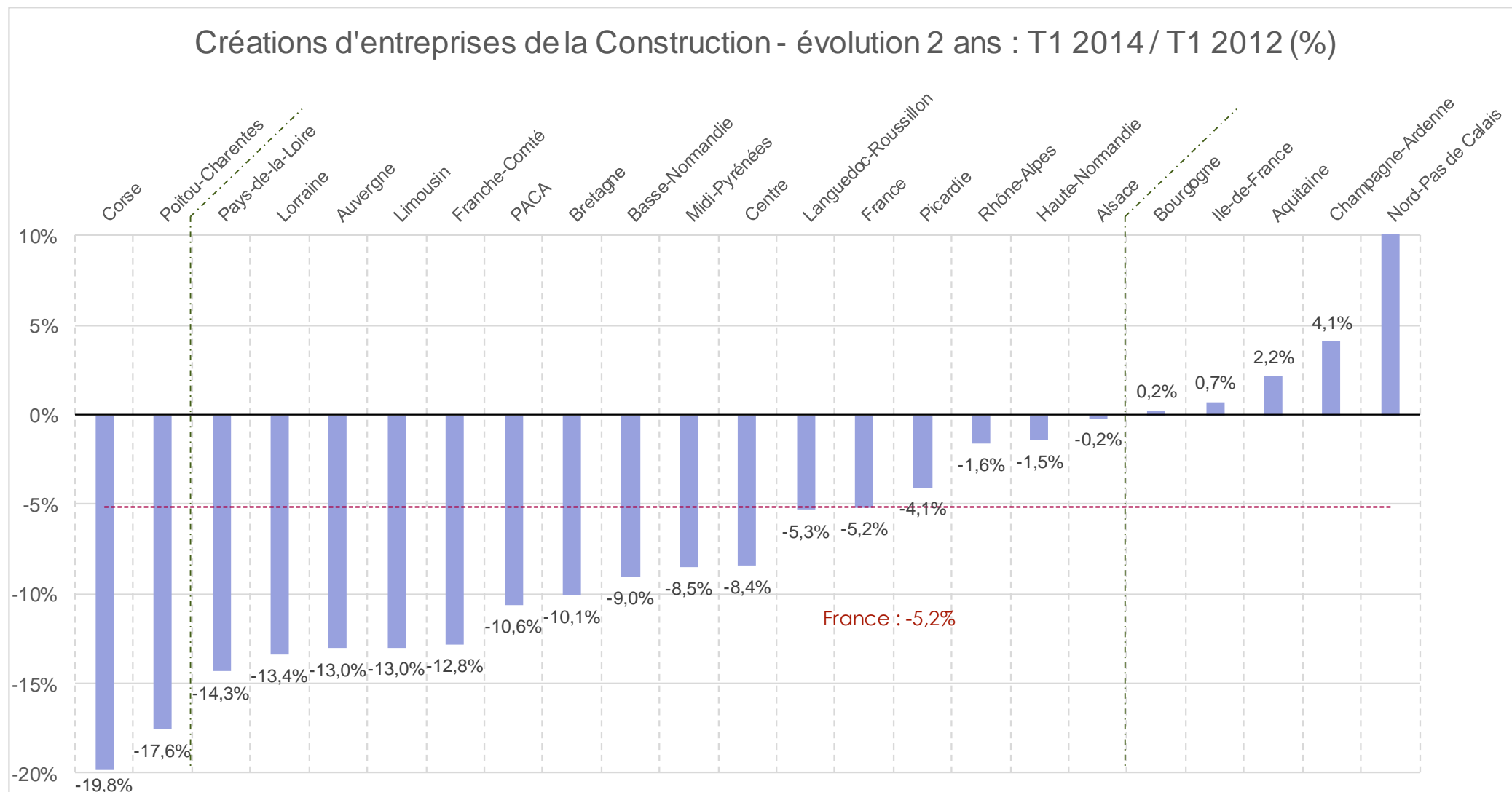
Près de la moitié des régions présente une baisse plus importante que la moyenne nationale



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

Les évolutions des créations d'entreprises de la construction observées dans les régions au 1^{er} trimestre 2014 s'observent sur les deux dernières années

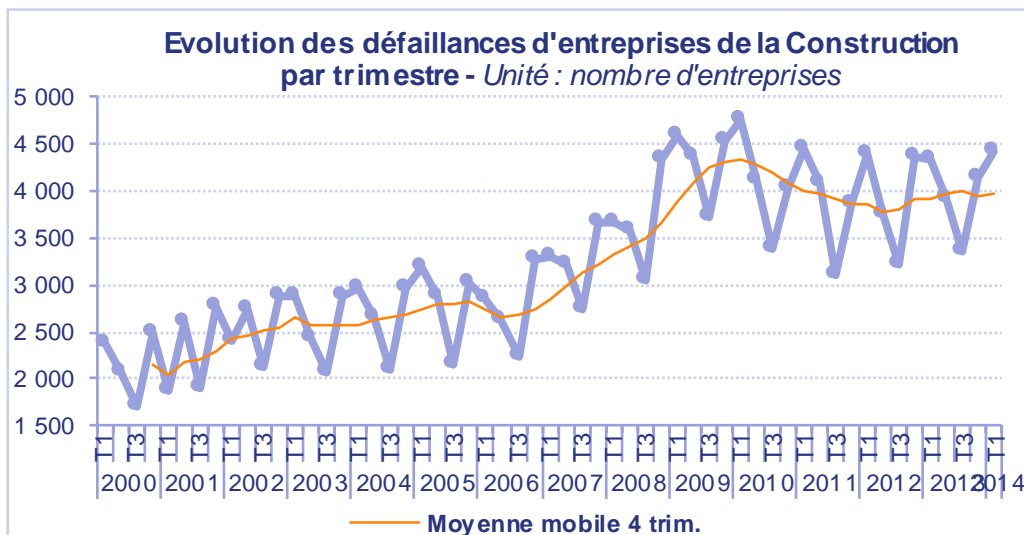


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

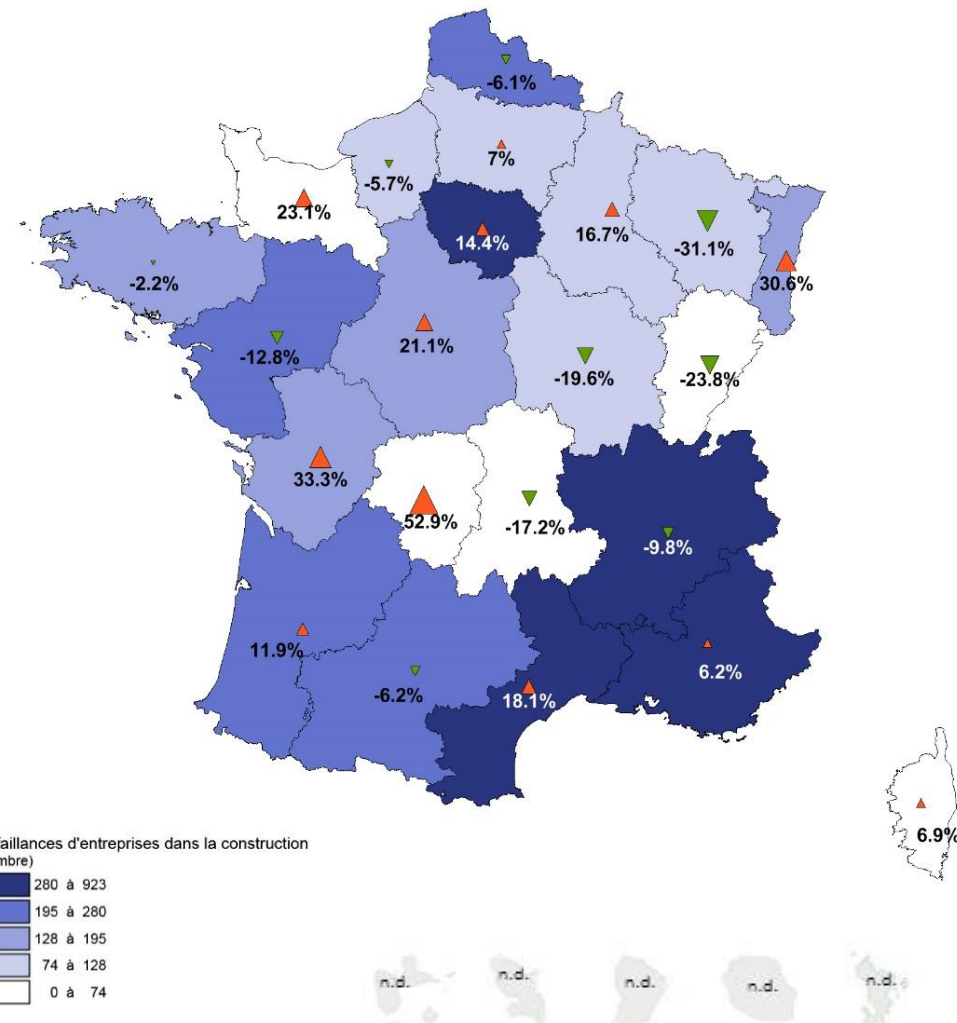
Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

France : 4 433 défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction au 1^{er} trimestre 2014, une hausse de 2,0% par rapport au 1^{er} trimestre 2013,

Régions : Les défaillances progressent dans plus de la moitié des régions au 1^{er} trimestre 2014.



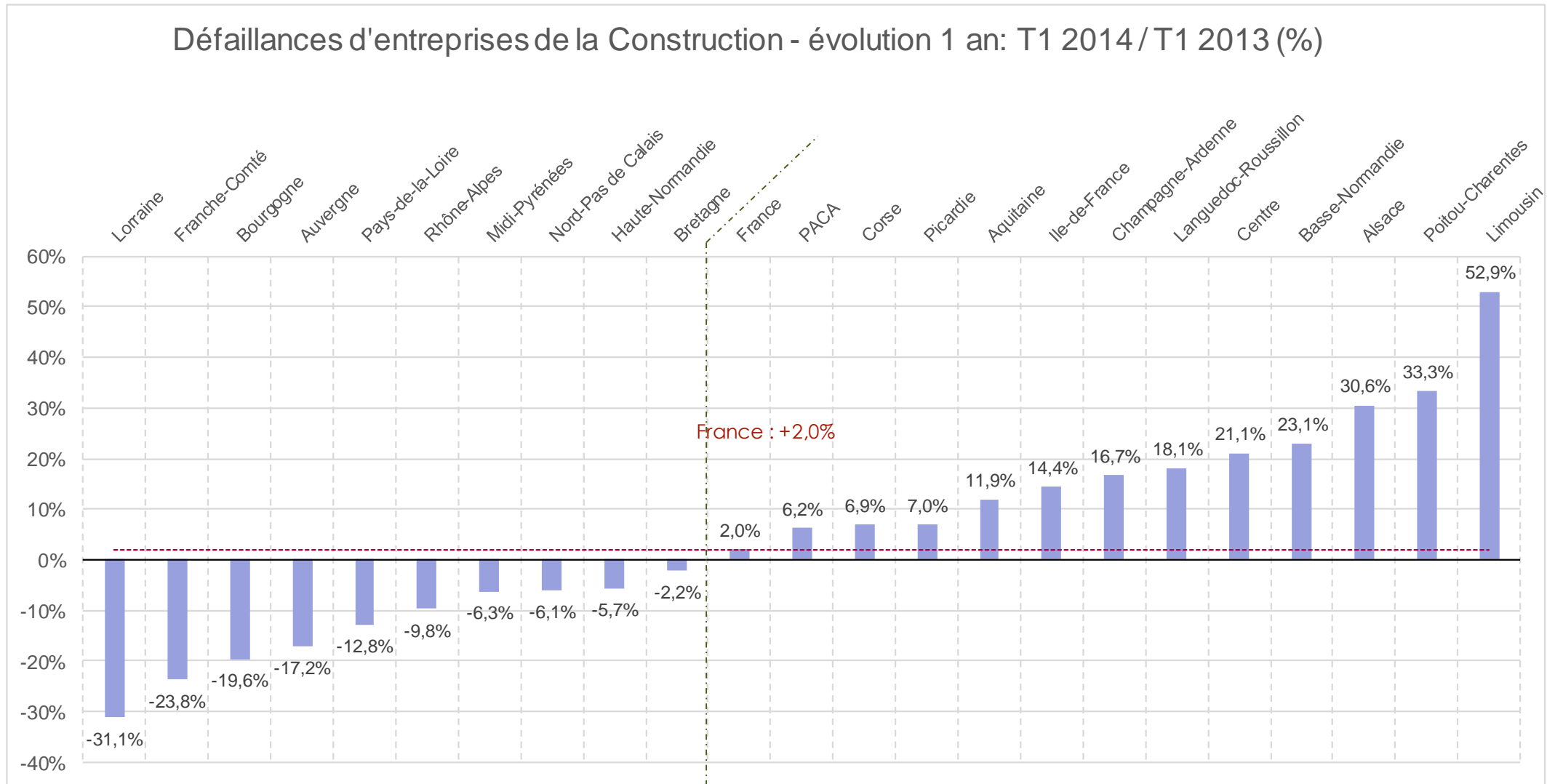
Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction – 1^{er} trimestre 2014, évol. 1 an



Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

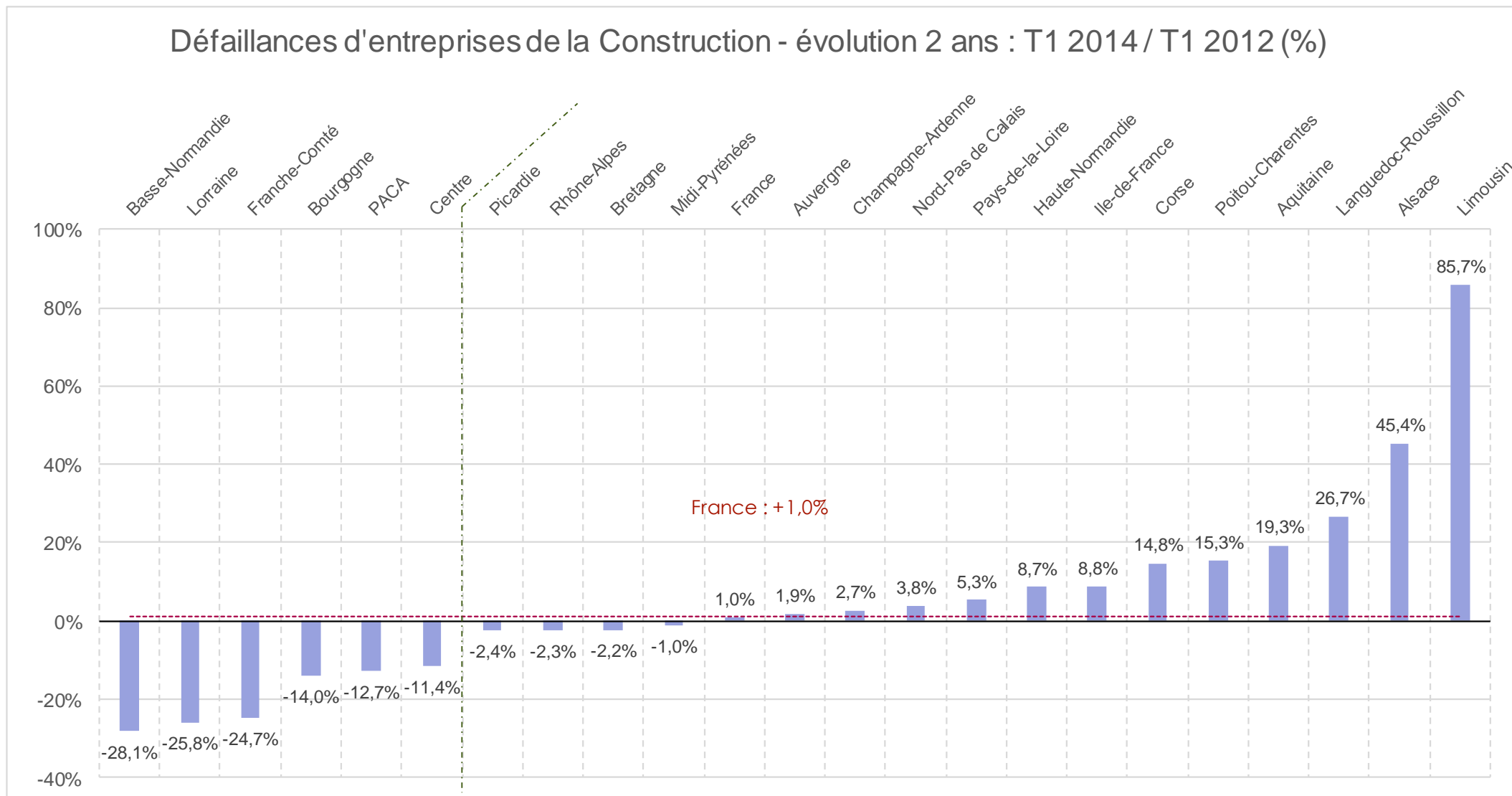
Les défaillances augmentent dans la moitié des régions



Sources : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

Les hausses des défaillances sont plus marquées sur les deux dernières années, avec des hausses dans presque $\frac{3}{4}$ des régions



Sources : Banque de France (données brutes)

